

n° 36



égalité

d é m o c r a t i e

été



2003

1€

Jeunes communistes révolutionnaires

# Contre le gouvernement et le patronat

préparons

2e

round

# Résistance

Décidément on n'en finit plus de compter le nombre de gens, militants ou pas, qui se font arrêter à cause de leur engagement politique, ou simplement parce qu'ils ne sont pas d'accord avec leurs gouvernements. Après que Chirac ait quitté le sommet de Thessalonique où fut signé le traité sur la nouvelle constitution européenne, des manifestants ont dû affronter les forces de l'ordre à Athènes. Encore 22 arrestations, et pas en douceur. Mais vers quelle Europe allons-nous ? Le ton économique est donné par la Constitution, le ton social est donné par la police. S'ils espèrent qu'on va rester sans rien faire, ils se gourent gravement.

## en bref

### Mensonges radioactifs

Que ne ferait pas EDF pour nous montrer le nucléaire comme une énergie propre et sûre ! Cela s'est récemment traduit par une falsification de données sur les risques sismiques sur les sites de centrales nucléaires par l'autorité de sûreté nucléaire. 32 des 58 réacteurs français sont mis en cause, par exemple à Blayais (Gironde) on constate que les chiffres d'EDF sont trois fois moins contraignant que ceux des experts officiels (IRSN). De plus, nous pourrions y rajouter des sites d'enfouissement dont la stabilité est aussi à risques...

### Dépenses radioactives

275 milliards d'euros ont été dépensés depuis 1974 pour la recherche et pour l'investissement dans le nucléaire, contre 150 millions d'euros pour les énergies renouvelables depuis 1985, voilà qui montre clairement la priorité du gouvernement sur la question de l'énergie ! On peut y ajouter le projet de construction d'une nouvelle génération de centrales nucléaires (alors que de nombreuses centrales auraient déjà dû être démantelées au vu de leur âge), fondée sur l'EPR (European Pressurized water Reactor). Ce nouveau type de réacteur n'offre bien sûr aucune sécurité supplémentaire et augmente même les risques avec sa puissance...

## Grève chez McDo, le retour...

Interview de Nabil, salarié gréviste au Mc Do de Strasbourg Saint-Denis. Le 19 juin 2003, pendant la manif contre la réforme des retraites.

### RED : Est-ce que tu peux nous présenter votre lutte ?

Nabil : On est en grève depuis 100 jours, contre Mc Do. Il y avait déjà eu une grosse grève l'année dernière, et cette fois on est partis suite au licenciement du directeur (qui était délégué syndical) ; c'était le 11 mars. Cette grève a été presque provoquée par Mc Do : ils refusent de négocier, ils jouent le pourrissement ; alors, nous, on joue la grève illimitée, jusqu'à l'ouverture des négociations et la satisfaction de nos revendications ; on peut pas reculer.

### RED : Quelles sont vos revendications ?

Nabil : Elles sont très simples :

- non aux licenciements abusifs
- non au harcèlement moral
- non à la répression anti-syndicale
- amélioration des conditions de travail
- augmentation des salaires, et même leur simple versement (ils ne le sont pas toujours, ou avec 15 jours de retard...)

• respect du code du travail

### RED : Comment avez-vous organisé votre grève ?

Nabil : On est 28 salariés en grève, et on occupe les locaux ; on est presque tous là tous les jours. On a retenu les leçons de notre grève de l'année dernière ; on a des repères, notamment sur la syndicalisation : la CGT est vraiment investie dans la lutte. En plus, on a mis en place une caisse de solidarité, et on vend des T-shirts, ce qui permet aussi de populariser la lutte. Toutes ces initiatives sont nécessaires : quand le salaire moyen à Mc Do est de 500 \_ et qu'on a 100 jours de grève dans les pattes, on doit trouver des solutions.

### RED : Pourquoi la dénonciation de la répression est-elle si centrale dans votre lutte ?

Nabil : Comme je l'ai dit, le mouvement est parti suite au licenciement d'un délégué syndical, et c'était pas la



première fois. Ils nous mettent la pression : harcèlement moral, retard des salaires, licenciement des syndiqués... Et ça vient d'atteindre un sommet : mon frère, Ryad, a été jugé pour "rébellion sur agent". Tout ça parce qu'on était allé soutenir et aider les salariés de Boulogne qui se mettaient aussi en grève, on était allé faire un blocage avec eux, puis la police arrive, elle charge, et ils embarquent Ryad (48 heures de garde à vue,...).

### RED : Quel lien fais-tu entre votre lutte et le mouvement contre la réforme des retraites ?

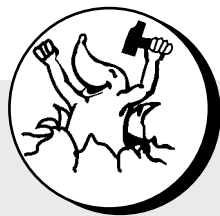
Nabil : Le lien, il est simple : aujourd'hui il y a une offensive des patrons, et pour résister il faut s'unir. De même qu'on dit : "tous les salariés de Mc Do contre Mc Do", eh bien on doit aussi dire : "tous les salariés contre le gouvernement". Dans ces luttes, le gouvernement et Mc Do ont la même attitude : ils refusent de négocier, alors que l'injustice est évidente, et que la lutte se radicalise.

### RED : Quelles leçons politiques tires-tu de ces luttes ?

Nabil : Nous, on lutte contre une injustice principale : Mc Do décide de tout parce qu'ils ont l'argent. Et c'est la même injustice dans le reste de la société : aujourd'hui, c'est tout pour le patronat et rien pour les salariés. On veut que ce soit le contraire : c'est les salariés qui rapportent l'argent, le bénéf, pas les patrons ! Donc ça doit être aux salariés de décider, pas aux patrons ! Dans la grève de 1995, les salariés décidaient de leur propre sort. On veut faire pareil, et comme il n'y a que le rapport de force qui marche avec eux, la seule solution c'est la grève générale !

Propos recueillis par Gabriel, [Nanterre]

## Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée,

que le racisme augmente... Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité. Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main. Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro ..... )  
10€ pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :  
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)  
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)  
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : ..... euros  
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.  
mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

**Nous présentons nos plates excuses à Joël F. Volson, l'auteur de la plupart des photos que vous pouvez admirer dans RED, pour avoir oublié de créditer certaines de ses photos dans les deux derniers numéros.**

## Rassemblement anti-Lexicon

**D**imanche 22 juin à 17-h a eu lieu un rassemblement devant la Fontaine des Innocents, à Paris.

Ce rassemblement était à l'appel de diverses associations féministes et homosexuelles, sur le thème suivant : « *le religieux pénètre le politique, protégeons-nous !* ».

Ce rassemblement était petit (je pense qu'on était une cinquantaine) mais il a eu lieu dans un quartier très passant.

Bien entendu il n'y a eu aucune médiation (sauf erreur de ma part)...

Il s'agissait essentiellement de manifester contre la publication de Lexicon (en avril 2003) par le Vatican. En effet, Lexicon plaide contre l'homosexualité, l'avortement et la contraception. Il y est par exemple écrit que « *les homosexuels n'ont aucun droit, car ils n'ont aucune valeur sociale* ».

L'UMP a été nominément prise à partie, pour son action en faveur d'un retour à l'ordre moral, avec des slogans tels que : « *avortez l'UMP avant qu'elle n'accouche du pape* ».

On peut regretter, même si cela n'était pas le but, que les autres religions n'aient pas été citées, en effet la religion catholique n'est pas forcément plus réactionnaire que d'autres religions, comme l'Islam, qui est de surcroît en expansion. La libération des consciences (des croyances religieuses...), en vue du plein épanouissement de chacun(e), implique le déclin de toutes les religions.

On pourrait essayer d'organiser un rassemblement de plus grande ampleur, vu que les questions soulevées concernent

tout le monde (femmes, hommes, homos, hétéros).

Enfin il faut rappeler que la lutte contre le retour à l'ordre moral et pour la libération des mœurs est liée à celle des questions économiques. Il est en effet difficile de se préoccuper de ces questions lorsque l'on vit dans la misère. De plus le capitalisme, même indépendamment de la religion, favorise l'ordre moral (publicités sexistes...). La lutte contre l'ordre moral est donc liée à la lutte contre le capitalisme.

Malgré tout, n'attendons pas la révolution pour lutter sur ces questions, luttons dès maintenant !

Dorian, [Bichat]

## Sommaire

2 Actualité

### Monde

- 4 Non, la guerre contre les Irakiens n'est pas finie
- 5 Répression contre des opposants irakiens Une « feuille de route » pour en finir avec le peuple palestinien
- 6 Les perspectives du mouvement antiguerre Congo : Chirac et Raffarin saignent un continent
- 7 Nouvelle constitution européenne G8 warriors

### Dossier « Construire un autre monde »

8-9 Changer le monde... C'est possible

### Hexagone

- 10 Intermittents du spectacle Universités : Ferry à la dérive
- 11 La révolution russe : de la grève générale à la révolution « Jayce » Bové contre les monstro-plantes Pour qui travaillent les directions syndicales
- 12 Mai-juin 2003 : mais où était passé la jeunesse Une rentrée dans le sillage de mai et juin
- 13 Police partout, justice nulle part ! Mai 68 : la révolution trahie Comment abattre ce gouvernement

### Kultur

- 14 Rap Pédés-guines : adoptons
- 15 Envie-de-s'agiter.con

# édito

## Qui sème le vent récolte la tempête !

Dernièrement, Ernest Antoine Seillères, le patron des patrons, le président du Medef, s'est dit satisfait du vent de réforme qui souffle en ce moment sur la France. Mais c'est un vent qui lui semble encore trop faible. Il aimerait qu'il souffle plus fort, plus vite. Que ce grand vent emporte tous les obstacles qui s'opposent encore au règne sans partage de la loi du profit et de la rentabilité. Qu'enfin il soit débarrassé de ces services publics, de ces syndicats, de ces statuts qui réduisent les marges de profits des patrons et des actionnaires.

Pourtant, le gouvernement ne ménage pas sa peine pour le satisfaire. En l'espace d'un an, c'est fou le nombre de mesures qu'il a réussi à faire passer : suppression des MI-SE et des aide-éducateurs, décentralisation des ATOSS, loi sur la sécurité intérieure, réforme du mode de scrutin et des retraites... Ce ne sont que quelques exemples parmi une très longue liste. Et maintenant, c'est au tour des intermittents du spectacle de passer à la moulinette. En attendant de s'attaquer à la rentrée à la Sécu, à la décentralisation de l'éducation et aux grands chantiers de privatisation. Et pendant ce temps, les licenciements poursuivent leur petit bonhomme de chemin, jetant toujours plus de salarié-e-s à la rue. On y ajoute la mobilisation internationale contre la guerre et la tenue du G8 à Evian. En bref, l'année a été chargée et ce n'est pas fini. Quand on voit ce qui se prépare, l'année qui vient s'annonce tout aussi agitée. Car qu'ils s'agissent de Bush, de Blair ou du gouvernement CRS, ils sont bien décidés à poursuivre les offensives qu'ils ont lancées. Et quelque soit les désaccords entre eux, nous pouvons déjà être sûrs d'une chose : c'est nous qui paierons la facture. Sur ce plan-là, il n'y a toujours rien de nouveau sous le soleil.

Mais la colère monte, dans la jeunesse, dans le monde du travail. Nous sommes de plus en plus nombreux à prendre conscience qu'il n'y a rien de bon à attendre de ce système, si ce n'est toujours plus de guerre, de misère et d'exploitation. Les luttes de l'année écoulée démontrent la progression de cette prise de conscience. Nous avons même assisté à une mobilisation réellement historique contre la guerre en Irak : jamais encore on avait vu des millions de personnes descendre dans la rue au même moment au quatre coins de la planète. En même temps que la colère, ce sont également les résistances qui montent. Nous devons continuer à les construire, jour après jour. Dès aujourd'hui, nous connaissons les premiers rendez-vous de l'année qui vient. Dès le 27 septembre, ce sera une nouvelle journée mondiale de mobilisation contre la guerre sans limite, contre toutes les occupations. Et à peine un mois plus tard se tiendra à Saint-Denis la seconde édition du Forum Social Européen. Il faut commencer à préparer ces initiatives et à mobiliser dès aujourd'hui. Ce sont deux nouvelles étapes pour la construction d'un front international de résistance à l'offensive des classes dominantes.

## Tous au Larzac du 8 au 10 août

Le gouvernement ne fait pas de trêve pendant l'été. Il attaque les intermittents, enferme José Bové, veut mettre les profs sur la paille... Pas question de baisser les bras. L'été sera chaud et le seul mot d'ordre de la saison, c'est : « sous la plage, la résistance ! » C'est pour quoi dans votre de vacances (pour ceux qui en ont) ou pour faire un break un week end (pour ceux qui travaillent), il n'y a qu'une seule destination : le rassemblement anti capitaliste du Larzac (près de Millau) lancé par le collectif « construire un monde solidaire ». Ce rassemblement est essentiellement organisé en opposition aux nouvelles négociations de l'OMC, qui prévoient d'imposer de nouvelles mesures de libéralisation de l'économie. Mais comme aucune des mesures qui a permis le développement de la mondialisation capitaliste ne s'est mise en place spontanément, ce rassemblement sera aussi en opposition avec la politique de régression du gouvernement Raffarin et de tous les gouvernements européens qui lancent actuellement une offensive sans précédent de casse des acquis sociaux. Le rassemblement du Larzac doit donc être une étape de construction dans le bras de fer qui nous oppose au gouvernement.

Mais les conséquences de la libéralisation de l'économie et des négociations



de l'OMC consistent surtout en un renforcement de la domination impérialiste des pays dominés, notamment ceux du Tiers Monde. Et cette domination économique est inséparable de l'accroissement des offensives militaires et des opérations de contrôle des territoires menées par les grandes puissances impérialistes : que ce soit en Irak, aux Philippines, ou en Côte d'Ivoire et au Congo. Contre la « guerre sans limite » lancée par les grandes puissances, il faut construire un front mondial des peuples comme nous avons commencé à le faire pendant les grandes manifestations contre la guerre en Irak. La prochaine échéance pour cela, c'est la journée mondiale d'action du 27 septembre contre toutes les occupations militaires (Irak, Palestine, Côte d'Ivoire...) et c'est aussi cela que nous devons préparer début août sur les plateaux des Causses.

Enfin, il ne s'agit pas seulement de résister aux attaques menées par ceux qui veulent dominer le monde, la tâche des salariés et des jeunes du monde entier n'est pas seulement de s'unir pour se défendre mais aussi d'élaborer une contre offensive contre le système capitaliste. Quel autre monde construire ? Comment arracher le pouvoir à cette minorité de privilégiés qui s'accaparent les richesses ? C'est un débat central dans le combat contre la mondialisation capitaliste et nous tenions à consacrer deux pages de ce journal (pages 8 et 9) à ce débat.

Pour plus d'informations sur le Larzac, un site, un seul : [www.larzac2003.org](http://www.larzac2003.org)

## en bref

### Hard Rock

Plus de 11 000 Irakiens sont détenus par l'armée américaine. Celle-ci procède à des interrogatoires prolongés avec des techniques surprenantes : passer de la musique hard rock, notamment Metallica, pour les « attendrir »... Cela ne doit pas être la seule méthode, car un prisonnier a trouvé la mort pendant un interrogatoire. Sans doute que les soldats américains avaient été un peu trop « attendrissant »...

### Chirac a des amis

Nicole Fontaine, ministre délégué de l'industrie a annoncé à Chirac que selon le roi Abdallah II de Jordanie, Total serait « en bonne voie » pour se voir confirmer l'implantation de la firme en Irak... Ouf ! Après tout ce que Chirac a fait pour démontrer à Bush, au G8, qu'il était prêt à l'aider...

Un responsable de l'entreprise française Suez environnement a rencontré Paul Bremer, responsable américain de la gestion de l'Irak, et une des filiales de Suez devrait bénéficier d'un contrat pour régler la distribution d'eau en Irak.

### Quand l'Union européenne se lance dans la « guerre sans limite »

Javier Solana, le haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune a fait un rapport qu'il a rendu publique pour dessiner les contours d'une politique étrangère commune. Élément important de ce rapport : l'analyse des « nouvelles menaces », des « réseaux terroristes », avec qui il s'agit d'agir de façon « préventive ». Avec quels moyens ? Le plus urgent pour Javier Solana est de mettre au point une armée européenne : « Nous devons développer une culture stratégique propre à favoriser des interventions précoces, rapides et, si nécessaires, vigoureuses. »

## Non la guerre contre les Irakiens n'est pas finie

### Le triomphe militaire, ce que cela signifie concrètement.

Les Etats-Unis et leur toutou fidèle britannique, ainsi qu'une poignée de commandos polonais, ont remporté une victoire écrasante en Irak. Cette glorieuse campagne militaire pour la démocratie en Irak a été menée malgré l'opposition de tous les peuples du monde et avec une violente propagande qui a réussi à faire croire à 60% de la population des USA que l'Irak représente une menace directe. Bref, une glorieuse campagne menée contre un pays étranglé par dix ans d'embargos, disposant d'une armée détruite en 1991, désarmée par les inspecteurs de l'ONU, un pays soumis à un bombardement continu de ses infrastructures depuis dix ans et à un contrôle de son espace aérien par les USA.

Les Etats-Unis disposent de la plus puissante armée du monde, qui ne s'est pas privée d'expériences de nouvelles armes, comme leur giga-bombe de 9 tonnes qu'ils ont essayé dans le Nord du pays. Les agresseurs ont aussi utilisé des munitions à uranium appauvri, des bombes daisy cutter qui privent d'oxygène une surface d'environ 1,5 km<sup>2</sup>, ainsi que des bombes à fragmentation, meurtrières bien après les combats sans oublier les bombes d'une tonne briseurs de bunkers, largués sur des maisons civiles. Quant au bilan humain, il est impossible à chiffrer : 163 militaires de la légion de Bush, au moins 30 000 soldats irakiens selon le Pentagone et au moins 1600 à 1900 civils, sans compter tous les blessés qui s'élèvent à des dizaines de milliers.

A la fin de cette campagne militaire, les Etats-Unis nous ont expliqué, par la voix de Bush, que cela en valait la peine. En 1996, Madeleine Albright avait déclaré que 500 000 enfants irakiens morts à la suite des sanctions édictées contre l'Irak : « Je pense que c'était un choix très difficile, mais... oui, nous pensons que c'était le prix à payer. » Ce qu'elle a oublié de préciser, c'est que ce ne sera ni elle, ni Bush qui payeront la note.



### L'occupation, ce que cela signifie concrètement.

Rappelons nous aussi, pour comprendre l'état d'esprit de la population irakienne, comment a débuté l'occupation américano-britannique de l'Irak : par le pillage et le chaos. Lorsqu'une puissance occupante prend le contrôle d'un pays, elle devient automatiquement responsable de la protection des civils, de leurs biens et des institutions. C'est évidemment ce qui ne s'est pas passé en Irak puisque le musée de Bagdad a bel et bien été pillé par des professionnels de l'art. La population irakienne a été témoin de la complaisance des armées occupantes envers les pillards et s'en souviendra.

Et le chaos n'est pas terminé. La première puissance mondiale n'a toujours pas rétabli l'eau et l'électricité, dans un pays où la température peut monter jusqu'à 60° en été. Les hôpitaux sont depuis plus de dix ans en manque chronique de médicaments. Cette incompréhension est devenu, plus que tout autre un symbole de l'occupation. L'armée américano-britannique s'est installée dans les anciens palais de la dictature irakienne, ses officiers roulent dans des mercedes blindées protégés par des patrouilles militaires. Oui, à votre avis, la population irakienne a-t-elle vu circuler ainsi dans Bagdad avant l'occupation ?

### La résistance contre l'occupant.

Dans ces conditions, la population irakienne, soulagée du règne de Saddam, n'a pas l'intention de s'en laisser compter par les occupants. Depuis le début de l'occupation, les manifestations populaires se multiplient et la réponse violente et disproportionnée de l'armée d'occupation n'arrange pas les choses. L'assassinat en mai à Falluja de 18 manifestants désarmés a amplifié la sourde hostilité de la population face à l'occupant.



C'est aussi la résistance armée qui se développe et montre chaque jour aux soldats américains qu'ils ne sont pas les bienvenus. Ces deux dernières semaines, plus de 10 soldats ont été tués, d'autres blessés, un hélicoptère Apache a été abattu. Qui est derrière tout ça ? Des membres du parti Ba'ath de l'ancien régime, peut-être, des islamistes aussi, mais surtout la population irakienne, chi'ite ou sunnite, organisée dans des petits groupes de combattants. Jusqu'à présent, aussi bien dans les manifestations que dans la résistance armée, les divisions religieuses n'ont pas marché et la résistance face à l'occupant s'organise.

Face à la décrépitude de l'ancien régime, face à l'incompétence de l'occupant à réparer les infrastructures, l'auto-organisation de la population, la mise en place d'une administration non soumise à l'occupant est tout simplement vitale. Mais pour l'instant, seul les islamistes encadrant la communauté chi'ite l'ont compris et rétablissent un semblant d'ordre dans les quartiers populaires contre les pillages. Le Parti Communiste Irakien rêve d'un socialisme à la suédoise... dans un pays détruit où il faut d'abord rétablir l'eau et l'électricité. Pourtant, c'est bien là-dessus que se développe les organisations islamistes, en assurant gratuitement l'école, les soins de santé, la distribution d'eau potable, l'aide technique aux paysans, etc.

### Le mouvement internationale contre la guerre :

Dans cette situation, les révolutionnaires et le mouvement altermondialisation ont des responsabilités. Les gigantesques manifestations mondiales contre la guerre illustrent la solidarité internationale aux yeux de la population irakienne, et plus largement aux peuples victimes de l'impérialisme en Afghanistan, Colombie, Indonésie, Côte-d'Ivoire, etc. Dans ce mouvement, ce sont

des familles victimes du 11 Septembre qui s'expriment en allant voir en Afghanistan des familles victimes des bombardements américains. Ce sont des parents de soldats américains tués en Irak qui accusent Bush de la mort de leurs enfants, accusations étouffées par des pressions des autorités militaires américaines. Ce sont des altermondialistes qui, pendant la guerre, vont en Irak et partagent concrètement les souffrances de la population. Ce sont les missions civiles de simples syndicalistes, paysans ou salariés, jeunes et moins jeunes qui vont en Palestine pour s'opposer à la colonisation. C'est le meilleur moyen de lutter contre les divisions racistes et religieuses. Mais plus encore, c'est sur le terrain économique que le rôle des révolutionnaires est primordiale, en se faisant l'écho de l'autogestion en Argentine, de toutes les luttes des salariés sur la planète car c'est bien le capitalisme qui sévit en Irak et ailleurs. Face à la mondialisation capitaliste, mondialisation les luttes !

### Sources :

- John Pilger, *la guerre secrète contre l'Irak*, 19/12/02, <http://alencontre.org/page/page/news/irak16.html>
- David Cromwell, *horror, cruelty and misery - the real meaning of liberation*, 09/04/03, [www.zmag.org](http://www.zmag.org)
- Robert Fisk, *anti-us opposition in Irak and the so called roadmap*, 12/06/03, [www.zmag.org](http://www.zmag.org)
- Patrick Cockburn, *the occupation*, 24/06/03, [www.zmag.org](http://www.zmag.org)
- Chris Toensing, *armed opposition to the US occupation*, 25/06/03, [www.zmag.org](http://www.zmag.org)
- Jan Malewski, *une victoire aux lendemains incertains*, mai-juin 2003, *Inprecor* n°482

# les coloniales

De Téhéran à Auvers-sur-Oise

## Répression des opposants iraniens

**L**a radicalisation est un phénomène planétaire, aussi bien chez les tenants de l'ordre établi que chez ses contestataires. En Iran, le mouvement étudiant s'est beaucoup politisé en l'espace de quatre ans. En 1999, les étudiants défilaient par milliers pour plus de liberté d'expression, contre la fermeture de plusieurs journaux et en soutien au gouvernement réformateur du Premier Ministre Khatami (en conflit avec le Président Khameneï et les religieux conservateurs qui contrôlent la réalité du pouvoir). Mais le mouvement de juin 2003 restera marqué par une contestation plus frontale, tant vis-à-vis des conservateurs que du gouvernement réformateur incapable de mener les réformes démocratiques promises il y a six ans. Leur mot d'ordre: démission de toute la classe dirigeante!

Le régime iranien se serait bien passé d'un tel mouvement, à l'heure où son pays - rangé dans «l'axe du mal» - se retrouve cerné de toutes parts par les troupes américaines; du Caucase à l'océan Indien et d'Irak en Afghanistan. Malmenés dans leurs occupations de ces deux derniers pays, les Etats-Unis semblent vouloir éviter pour l'instant une offensive directe contre Téhéran (accusé de développer des armes de destruction massive, d'entretenir des liens avec Al-Qaïda... on connaît la chanson!). C'est alors que George Bush n'a rien trouvé de mieux à faire que de déclarer son soutien au mouvement étudiant qui n'en avait que faire. Ce fut plutôt une aubaine pour le régime iranien qui accusa les étudiants d'être manipulés par les Etats-Unis et légitima ainsi une violente répression policière, que des milices islamistes s'étaient déjà chargées d'entamer. Des centaines d'étudiants devront prochainement comparaître devant les tribunaux islamiques, occasionnant de nouveaux appels à manifester. Pour les autres, une chose est sûre; même s'ils le souhaitaient, ils n'obtiendraient pas d'asile en France.

En effet, au lendemain de la Révolution islamique de 1979 et de la répression qui s'était abattue sur la gauche iranienne - qui avait pourtant largement contribué à la chute du régime du Chah à la botte des impérialistes -, la France accueillait de nombreux réfugiés politiques, parmi lesquels un groupe de Moudjahidines du Peuple. Il s'agit d'un groupe politique qui, bien qu'entretenant des rapports ambigus avec

la religion, se réclame du marxisme-léninisme et prône l'établissement d'un Etat laïc en Iran. On peut sans doute leur reprocher leur manque de pratiques démocratiques en interne, un certain culte du chef, et le fait qu'ils se soient aveuglément allié au régime irakien de Saddam Hussein afin d'obtenir des bases arrière censées leur permettre d'agir à l'intérieur de l'Etat iranien. Toujours est-il qu'une partie de ce groupe basé à Auvers-sur-Oise vivait au vu et au su des autorités françaises depuis plus de vingt ans. Dès lors, comment interpréter la récente vague d'arrestation (menée par la DST et 1 300 flics) et les accusations de terrorisme qui leur est adressée?

La seule action concrète qui a été menée par les Moudjahidines du Peuple en France a été de manifester pacifiquement à l'occasion de la Coupe du Monde de football de 1998, contre la présence d'une équipe nationale iranienne dans la compétition. A croire que le gouvernement Raffarin adopte une définition du terrorisme aussi large que celle des faucons du Pentagone. Et pourtant, la branche irakienne de ces mêmes Moudjahidines du Peuple est laissée dans une relative tranquillité par les forces d'occupation anglo-américaines.

En procédant à cette vague d'arrestation, les autorités françaises font mine de se ranger du côté des Américains dans leur «guerre sans limites» contre le «terrorisme», tout en cautionnant le régime des ayatollahs iraniens que les Etats-Unis souhaiteraient voir tomber. A cela, une seule explication: les capitalistes français n'aimeraient pas voir leurs intérêts économiques en Iran balayés par une intervention américaine, comme ce fut récemment le cas en Irak. Par sa répression complice, la France devient un interlocuteur privilégié du régime iranien et pourrait - afin de contrer l'unilatéralisme de la Maison Blanche - tenter de convaincre l'Irak d'accepter des inspections sur leurs installations nucléaires, tout en garantissant la sauvegarde des intérêts français en Iran. Tout cela, sur le dos de réfugiés politiques et, plus largement, au mépris le plus scandaleux du mouvement contestataire qui se poursuit en Iran.

Jérôme, [Aix-Marseille]

## Une «feuille de route» pour en finir avec le peuple palestinien

**C**es dernières semaines, les médias parlent de la «relance du processus de paix» entre Israël et les Palestiniens, dont la concrétisation serait la feuille de route et le sommet d'Aqaba avec Bush, Sharon et le nouveau Premier Ministre palestinien, Abu Mazen. Après avoir écrasé le peuple irakien, Bush se prend d'une soudaine passion pour la «paix» en Palestine. Les propositions sont simples: il faut d'abord «rétablir la confiance» entre Israéliens et Palestiniens, en d'autres termes les Palestiniens doivent désarmer et cesser la résistance tandis qu'Israël s'engage à détruire quelques colonies inhabitées en Cisjordanie et à faire reculer par endroit ses chars de quelques centaines de mètres. Ensuite on discutera de l'hypothétique création d'un pseudo-Etat palestinien, entendre des petits bouts d'Etat sans lien entre eux et encerclés par l'armée israélienne et les colonies.

Abu Mazen a accepté la «feuille de route», alors que la majorité de la population palestinienne sait très bien qu'il ne s'agit que d'une nouvelle tentative de les museler définitivement et de régler le sort des réfugiés (qui ne rentreront pas chez eux) et de Jérusalem (qui ne sera jamais la capitale d'un quelconque Etat palestinien). Comme si cela ne suffisait pas, Israël a, quelques jours après le sommet d'Aqaba, tenté d'assassiner le n°2 du Hamas, tuant au passage plusieurs civils, montrant une fois de plus qu'on peut lui faire «confiance». Comme l'espérait le gouvernement israélien, le Hamas s'est vengé en tuant 16 civils israéliens, et l'armée a utilisé ce prétexte pour bombarder des zones civiles à Gaza et opérer des rafles, arrêtant plusieurs centaines de «militants» (!) présumés du

Hamas.

Depuis, la direction du Hamas et du Jihad islamique ont annoncé une trêve, ils ont choisi de sauver leur peau et d'être indirectement intégrés aux négociations en cours afin d'avoir eux aussi leur mot à dire sur l'administration des futurs bantoustans palestiniens. Mais ce n'est pas cette trêve et les pseudos retraits de l'armée israélienne qui changeront quoi que ce soit aux conditions de vie de la majorité de la population palestinienne, dont la colère et la frustration continueront de s'exprimer face aux exactions de l'armée et des colons.

«Processus de paix», qu'ils disaient.

Tant que l'occupation israélienne durera, il ne pourra y avoir de paix. Demander aux Palestiniens de renoncer à la résistance alors que l'armée est toujours devant la porte de leur maison et que les assassinats ciblés se poursuivent est criminel. Et il est certain que nombre d'entre eux n'accepteront pas de se rendre tant que leurs revendications (droit à l'autodétermination, retrait de l'armée et des colonies, droit au retour des réfugiés) ne seront pas satisfaites. Ce sont ces revendications que nous soutenons, seule solution juste pour le peuple palestinien opprimé depuis plus de 50 ans. Et ce n'est certainement pas grâce à Bush, Sharon, Abu Mazen et la feuille de route que justice sera faite.

Amélie, [St Denis]



## en bref

### Néo colonialisme

Le nom que les militaires et les gouvernements donnent à leurs opérations est souvent révélateur de l'idéologie des classes dominantes. Le gouvernement Bush est le spécialiste avec par des noms d'opération comme «Liberté de l'Irak» ou «Justice sans limite». Aussi on ne peut qu'apprécier le choix judicieux du nom de l'opération des forces européennes au Congo: Artémis. Qui est la déesse grecque du monde sauvage et de toutes les contrées que la civilisation et l'expansion humaines n'ont pas atteintes. Vous avez dit «opération humanitaire?»

### Terrorisme à grande échelle

L'opération «Crotales du désert» se révèle pour ce qu'elle est. Sous prétexte de pourchasser les partisans de Saddam Hussein, c'est une opération de terreur contre le peuple irakien qui fait de nombreuses victimes civiles. Une explosion s'est produite à la mosquée Al-Hassan Ben Ali, où l'Imam était connu pour appeler à la résistance contre l'occupant américain dans ses prêches. Les militaires américains nient toute implication là dedans ce que contredisent des témoins civils: J'ai entendu l'avion survoler Fallouja. Des tanks avaient encerclé le quartier et, peu après l'explosion, ils se sont précipités sur les lieux et ont collecté les éclats de missile afin d'effacer les traces de leur crime.» Neuf personnes sont





## Congo : Chirac et Raffarin saignent un continent

L'impérialisme français en Afrique est depuis plusieurs mois à l'offensive pour défendre ses intérêts,

quelles qu'en soient les conséquences pour les populations. Après s'être rendue coupable d'avoir soutenu politiquement et militairement le génocide perpétré en 94 au Rwanda, et alors même qu'elle se démène pour faire en sorte que ses entreprises conservent leur hégémonie économique en Côte d'Ivoire, la France n'a pas hésité une seconde pour envoyer des troupes au Congo (1400 soldats) dans le cadre de l'opération « Artémis ». Dans cette région, proche du Rwanda, la guerre bat son plein et les exactions se multiplient. L'instrumentalisation de l'éthnisme donne lieu à un racisme exacerbé entre les Hemas, dont la milice est étroitement liée à l'UPC de Thomas Lubanga, et les Lendus, dont la milice est alliée à la faction politico-militaire congolaise RDC-ML. Mais comme cela est le cas au Rwanda ou encore en Côte d'Ivoire, les rivalités ethniques ne sont qu'un prétexte à un affrontement entre les grandes puissances impérialistes en présence qui se disputent les sphères d'influence en Afrique. Et le Congo est pris en tenaille entre les différents pays limitrophes, dont les dirigeants sont les hommes de pailles des impérialismes français et américano-britannique qui pillent les richesses du pays.

Ce n'est donc pas sans intérêts que la France s'implique militairement dans ce conflit. Les massacres qui sont de plus en plus fréquents au Congo se produisent dans la région du lac Albert, zone con-

nue pour être entre autres très riche en pétrole. La France a donc tout intérêt à assurer une stabilisation, surtout afin d'étendre son influence et de conserver une main mise sur les richesses du pays, qui ne sont pas moindres, puisqu'il s'agit là d'un des pays africains les plus riches si l'on s'en réfère aux réserves de cuivre, cobalt, uranium, or, mais également de diamant, de gaz, et de pétrole qui constituent ses sols.

C'est ainsi que la France soutient fermement le pouvoir de Kinshasa, liée à la faction RDC-ML, face à un impérialisme américano-britannique qui se pose en faveur de Kagame, président du Rwanda et du président ougandais Museveni qui participent activement au conflit dans le pays. En effet, Kagame se sert de Lubanga (Hema) dont il arme la milice pour saboter le processus de paix au Congo, préparer la sécession de la province du Kivu, et déstabiliser son ennemi Museveni. Les affrontements des Hemas sont donc indirectement par ce biais « commandités » par l'impérialisme américain, qui utilise les rivalités inter-étatiques, à l'encontre de l'impérialisme français qui lui-même soutient un pouvoir meurtrier et sanguinaire déjà responsable de milliers de morts parmi les Hemas.

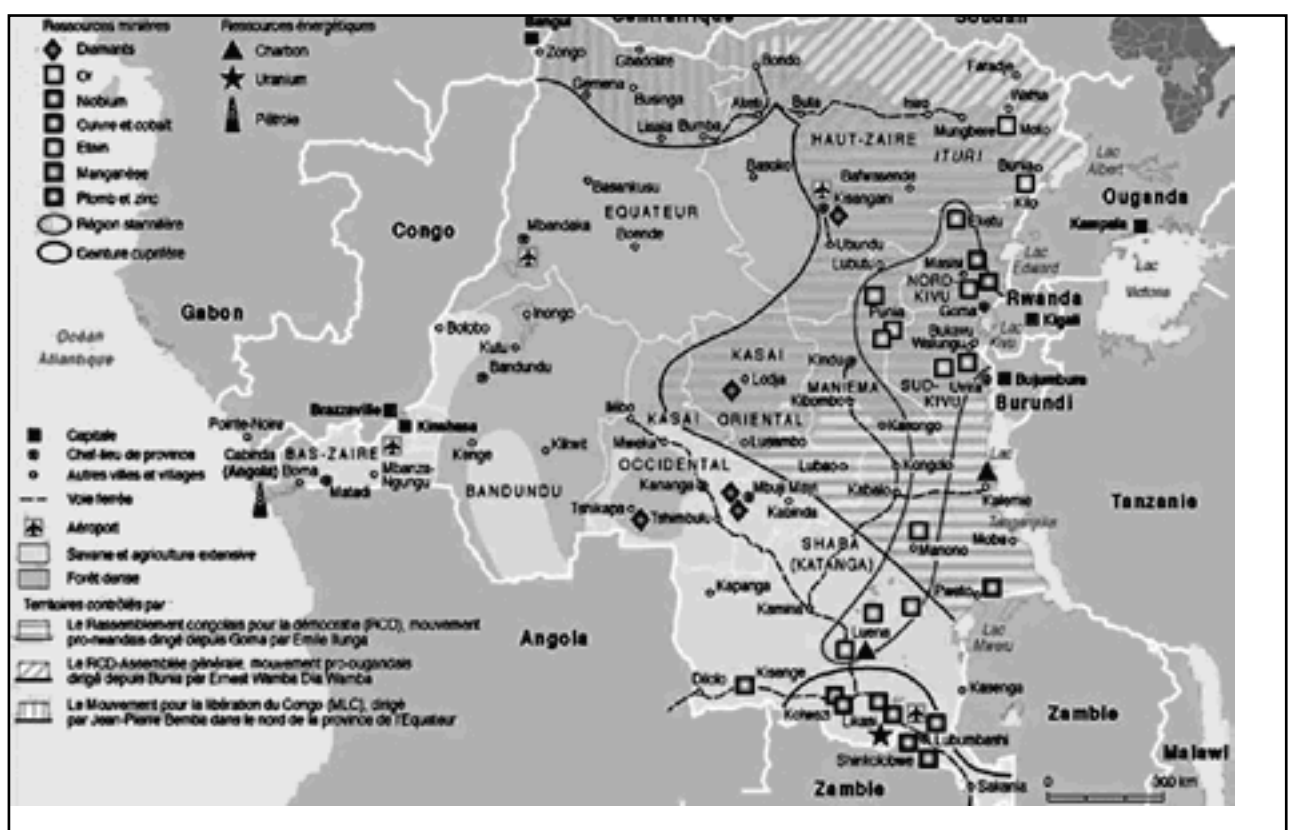
L'intervention de la France n'a pour unique but que de conserver son influence dans des régions où l'impérialisme français vacille face aux attaques de l'impérialisme américain. Ainsi, si les forces françaises et américaines ne se sont jamais trouvées face



à face, elles arment, conseillent, financent, soutiennent des régimes qui se combattent, dans le seul but d'élargir leurs sphères d'influence au sein d'une Afrique qui devient le terrain de jeu favori pour les conflits entre les grandes puissances impérialistes.

L'Etat major français a réuni fin juin, tous les journalistes engagés en Irak pour les interroger sur leurs conditions de travail dans le suivi de l'armée américaine. Afin d'anticiper l'accompagnement éventuel des soldats français par des journalistes. Malgré la propagande du gouvernement, cette intervention de l'Etat français en Afrique n'est pas plus légitime que celle des Etats Unis en Irak. Il est indispensable que contrairement à celle qui a été menée en Côte d'Ivoire cette année, le mouvement anti guerre ne reste pas sans réaction et dénonce la politique de l'Etat français.

Laure, [Rouen]



## Les perspectives du mouvement contre la guerre

Les grandes puissances continuent leurs manœuvres guerrières : l'armée américaine occupe l'Irak et Bush menace l'Iran et la Corée du Nord, l'UE intervient au Congo sous direction française... Mais les millions de manifestants de février et mars derniers ne sont plus là. Faut-il arrêter de se battre contre la guerre et contre l'impérialisme ?

### Un projet global et barbare

Il ne faut pas oublier que la « guerre sans limite » a lieu dans un contexte de crise du système. Crise économique : la misère se développe au Nord et au Sud, et la récession s'impose partout. Les capitalistes ont donc encore plus besoin de faire des profits. Crise sociale et politique : les luttes des travailleurs se développent un peu partout, comme par exemple en Amérique latine mais également en Europe (cf la grève en France) et les populations ont de moins en moins confiance dans leurs gouvernements et en les institutions (cf 21/04/002). Face aux mobilisations qui ont repris ces dernières années, mener des guerres permet aux classes dirigeantes de mater les peuples du Sud et de baillonner les populations au Nord. Ce qu'il faut comprendre, c'est que les guerres en Afghanistan et en Irak n'avaient pas pour seul objectif de voler du pétrole. Il s'agit pour les grandes puissances, notamment les USA, de modifier l'ensemble des rapports de force, de refaire la carte du monde, de dominer le monde. Cette offensive impérialiste sert à résoudre la crise globale du système en écrasant toutes les résistances, y compris les résistances potentielles, pour pouvoir imposer un système capitaliste mondialisé. Mais cela suppose de s'attaquer aux droits et aux conditions d'existence des peuples et des travailleurs du monde entier et plonger dans la barbarie l'énorme majorité de la

population mondiale. Nous sommes donc tous concernés par cette offensive et il faut donc tous nous battre contre elle.

### Pas de troisième voie

Face à cette sombre perspective, il n'y a pas 36 solutions. Comme les impérialistes veulent mener le combat contre nous jusqu'au bout, nous devons être déterminés et nous aussi mener le combat jusqu'au bout. Soit on se soumet, soit on choisit de se battre de toutes nos forces, pour un autre monde. Il n'y a pas de milieu, de politique « tiède » : ceux qui croient qu'une troisième voie est possible, qu'une quelconque forme de « capitalisme à visage humain » est possible se trompent. Nous devons donc proposer à tous les jeunes, tous les travailleurs, tous les opprimés de se doter d'instruments de mobilisation pour mener cette lutte décisive contre la guerre impérialiste.

### Construire pas à pas

Il faut profiter de chaque occasion pour construire le mouvement : le rassemblement qui aura lieu les 7, 8 et 9 août dans le Larzac contre l'OMC sera l'occasion de dire que les guerres servent à ouvrir les marchés. Mais les prochaines échéances centrales pour le mouvement anti-guerre seront le Forum social Européen qui aura lieu en novembre en France, ainsi que la manifestation internationale du 27 septembre contre la guerre : à nous d'en faire une journée de protestation contre toutes les guerres impérialistes, notamment celles menées par la France, et contre toutes les occupations, en Irak, en Palestine et ailleurs.

Xavier, [Nanterre]



# Un pas de plus dans la domination des capitalistes

**C**omme beaucoup de vieux politicards, Valéry Giscard d'Estaing se recycle au centre du pouvoir européen. Plus de trente ans après son élection à la présidence, lui que plus personne ne peut voir en France se retrouve à la tête du projet de Constitution européenne dans lequel il a pu affirmer en toute liberté les contours d'une Europe capitaliste et conservatrice.

La nouvelle constitution, qui devrait être définitivement ratifiée en 2004, est censée accueillir les futurs états-membres et rapprocher l'Union européenne des citoyens, c'est du moins le but officiel du projet qui ne fait qu'organiser la domination des capitalistes des grands pays européens.

Alors quel peut-être le sens d'une telle constitution mis à part celui d'affirmer haut et fort les fondements idéologiques d'une Europe du capitalisme libéral ?

Les principaux débats ont porté sur la référence au christianisme, question ô combien centrale, sur laquelle les gouvernements de pays membres se sont faussement opposés.

Plus important, la Constitution pérennise les précédents traités (Rome, Maastricht, Amsterdam) ainsi que la Charte dite «des

droits fondamentaux», proclamée au sommet de Nice en 2000, sans possibilité pour aucun Etat de revenir sur leur caractère profondément antisocial. Pire, le droit de grève qui avait péniblement été sauvegardé dans cette Charte se retrouve gravement remis en cause; ainsi, pour garantir ce droit en Europe, seules les institutions européennes pourront être saisies... par les seuls employés de l'Union! Les gouvernements européens ont donc trouvé, grâce à la nouvelle Constitution, un nouveau moyen de brader les droits sociaux en s'épargnant tout débat démocratique dans leurs pays. A l'avenir, il en sera de même pour un plus grand nombre de questions qui pourront être tranchées par un vote à la majorité des membres (donc 13 représentants d'Etats européens sur 25), comprenant la santé, l'éducation, les services sociaux et la culture. On en oublierait presque que cela concerne 450 millions de personnes!

Pas de doutes, l'Europe sociale est loin, car pour le moment, l'UE n'est qu'un cadre politiquement instable (cf. Désaccord entre pays membres sur le dossier Irakien) qui économiquement marche bien: les capitaux sont, contrairement aux personnes,

libres de circuler d'un pays à l'autre ce qui ravit les capitalistes...

L'arrivée de l'Euro qui ne profite qu'aux patrons, aux banquiers et accessoirement aux touristes, représente la seule construction concrète de l'Europe du capital. En attendant, les droits au logement, à un travail garanti, à la santé et à l'éducation ne sont toujours pas reconnus.

A l'heure où cette Europe libérale et moderne prônée par le G8 et le Medef, continue de sévir, un autre point de convergence entre ses gouvernements semble être manifeste: la lutte contre l'immigration. Les clandestins, issus des pays que le Nord appauvrit tous les jours, qui s'exposent comme en France à des peines de prison et aux violences policières, n'auront qu'à continuer de subir la faim chez eux. Le principal pour l'UE étant de renforcer la «forteresse policière», l'Europe des flics et des patrons.

Jérôme et Joan, [Aix-Marseille]

## OGM sans limites»

La levée du moratoire (initialement prévue vers mars 2003) ayant été retardée, voilà le Parlement Européen qui revient à l'attaque en votant un texte destiné à permettre la levée moratoire pendant l'automne grâce à une illusion de durcissement de la réglementation. Que contient donc ce texte censé nous protéger des nombreux dangers des OGM? Rien. Il s'agit en fait de la ratification d'une décision des ministres de l'année dernière, elle-même consistant uniquement à fixer seuil limite de présence d'OGM défini dans une directive datant de 2001.

A quoi peut donc servir ce vote bidon? A établir un débat bidon bien sûr! Alors que la consultation du gouvernement sur les OGM a été un vrai échec pour les trusts producteurs de semences (96,5% des sondés s'opposent aux OGM), échec passé sous silence complet bien sûr, on nous ressort le coup du «grand débat parlementaire». Ce débat est annoncé comme rude entre ceux qui estiment qu'il ne faut pas imposer au marché d'étiquetage des OGM et ceux qui estiment qu'il faut mettre une petite étiquette pour quelques produits

contenant plus de 0,9% d'OGM autorisés ou plus de 0,5% d'OGM interdits (ce qui est énorme étant donné le faible poids d'un gène). Pourtant il s'agit bien d'une même position puisque, comme l'a fait remarquer un député européen, "il ne s'agit pas d'être pour ou contre les OGM" mais uniquement d'intoxiquer les pauvres (nos chers ministres s'étant augmentés pourront sans problème acheter du bio) pour engraisser Monsanto, Novartis et leurs concurrents. On peut remarquer que, alors que ce texte est à peine voté, on parle déjà de supprimer ces entraves insupportables à la liberté du marché, entraves qui nous vaudraient les foudres des Etats-Unis (autrement dit: «c'est pas nous, c'est eux, les vilains!») par le biais de l'OMC.

D'ore et déjà, les 18 variétés d'OGM autorisées nous donnent un aperçu de ce à quoi il faut s'attendre: résistance aux herbicides, résistance aux parasites, etc, la dangerosité de certains (sur l'équilibre naturel -notamment sur les abeilles-, mais aussi sur les humains) ayant déjà été prouvée. Ajoutons-y l'énorme liste d'OGM en attente de levée du moratoire, qui seront certainement bientôt

autorisés puisque la CGB (commission de génie biomoléculaire, responsable des autorisations d'OGM) n'a encore jamais formulé de refus. Tout ceci nous montre de façon flagrante que nos gouvernements ne sont pas prêts à nous céder la moindre miette de démocratie et que tout ce que nous gagneront se fera par nos luttes, en rupture avec les illusions réformistes des partis de l'ex-gauche plurielle, qui se battent pour des dixièmes de pourcent qui ne changent rien aux dangers des OGM. En effet, les gouvernements s'appuient sur 3,5% des français comme ils s'appuient sur la CFDT, la CGC et la CFTC contre les intermittents du spectacle, et comme ils s'appuient sur moins de 15% des français (en tenant compte de l'abstention) dans toutes leurs attaques. De même, ils s'appuient sur les instances internationales impérialistes (ONU, OMC, etc.) pour piller l'Irak comme pour imposer les OGM. Face à ces instances anti-démocratiques, la seule réponse est révolutionnaire.



## G8 warriors

**P**lusieurs mois avant nous disions que les discussions qui alimenteraient le sommet du G8 à Evian tourneraient autour de la guerre. Nous l'appelions: «le G8 de la guerre».

### Guerre contre les civils.

La première guerre dont il a été question est la guerre contre l'Irak. Il fallait régler la question de l'occupation, mais ce n'est pas fini. La guerre ne sera terminée que lorsque G. W. Bush aura atteint son objectif: installer à Bagdad un gouvernement guignolesque complètement à la botte de Washington. Pour l'instant le peuple irakien résiste à la mise en place d'une dictature pro-Etats-Unis. Encore la semaine dernière plusieurs soldats états-uniens sont morts dans des affrontements contre les civils, et l'armée de Bush continue de tirer sur les irakiens qui manifestent contre l'occupation. Quels que soient les groupes politiques qui semblent conduire cette résistance aujourd'hui, mon soutien à un peuple qui lutte pour son indépendance est inconditionnel. Ce sont les irakiens qui doivent choisir leur gouvernement, sans la pression des troupes d'occupation. Leur choix risque de ne pas me plaire, mais ce n'est pas une raison pour leur interdire de choisir.

Nous disons: le peuple irakien doit décider pour lui-même ce qui est bien pour lui-même.

### Guerre sans limites.

En face de nous, les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU ne sont pas du tout d'accord. Ils n'étaient pas non plus d'accord entre eux avant l'agression militaire pour savoir comment se partager le futur butin de guerre. Alors l'ONU a sauté. Puis le prix politique payé pour la conquête des puits de pétrole a obligé les USA et la GB à négocier le soutien de leurs ex-alliés militaires. Le G8 (les mêmes bandits que le Conseil de Sécurité avec quelques crapules en plus) avait pour objectif de remettre l'ONU sur les rails et de voir comment ils pourraient se partager l'Irak puis, à terme, se partager la Syrie, le Liban, l'Iran, la Corée du Nord et le reste du monde. Ils ont réussi à se mettre d'accord autour de la résolution 1483 du Conseil de Sécurité (qui légitime l'occupation), juste avant d'aller à Evian.

Ne nous laissons pas avoir, ce qu'ils tentent de mettre en place c'est un plan de bataille pour s'approprier toute la région du Moyen Orient (sauf la Palestine: elle appar-

tient déjà à un prête-nom des USA) et tous les pays de la planète qui les intéressent pour leurs richesses, jusqu'à ce qu'ils en arrivent à se foutre sur la gueule les uns les autres dans une explosion finale. Le seul problème c'est que nous on est au milieu et qu'on est pas d'accord, mais alors pas du tout.

### Guerre civile.

Une semaine avant le G8, aux infos ils montraient l'entraînement des CRS qui assuraient la sécurité entre Genève et Annemasse. Ils expérimentaient de nouveaux gaz lacrymogènes et sérieusement ils avaient l'air tout excités: il y en avait qui jouaient le rôle des manifestants (les méchants; nous, en fait) avec des dégaines de casseurs genre tous armés de battes de base-ball, tous des gars bien sûr, avec des bandeaux de ninjas dans les cheveux et en train de lancer des pierres aux policiers qui mettaient au point une nouvelle technique d'arrestation. D'après ce que j'ai compris ça donne ça: le chef choisit un manifestant au hasard (la tête au bandeau qui lui revient pas) et à son signal un groupe de dix tarés se précipite dessus, 6 frappent les manifestants avec leurs boucliers, 2 protègent le repli des 2 derniers qui traînent le manifestant par les bras jusque derrière le cordon de flics. Ce qui se passe derrière, on le sait pas. Mais ils étaient tellement pris dans le jeu que le "faux manifestant" a vraiment eu mal. Je vous jure, c'était dans le six minutes du 26 mai sur la 6. Et nous sommes l'ennemi. Ok nous n'avons pas de matraques (pour l'instant), mais nous sommes déterminés et notre force c'est notre nombre et notre volonté de nous organiser.

Nous devons en finir avec cette histoire dégueulasse de guerre sans limite. Nous devons proposer, pour nous et pour les autres peuples, un projet de société qui réponde à nos besoins. La prochaine date pour nous c'est le 27 septembre: anniversaire de la deuxième Intifada, c'est notre prochaine manif anti-guerre et notre prochaine manif pour un autre monde. Et à l'occasion du Forum Social Européen de St Denis, nous discuterons d'un mouvement international, contre la guerre et contre le capitalisme mondial.

Colombá, [St Denis]







# Construire un autre monde le socialisme



La couverture à laquelle vous avez échappé...

«Un autre monde est possible!» Ce mot d'ordre

est repris aujourd'hui par des millions de personnes à travers le monde, dans les mobilisations contre la mondialisation impérialiste ou dans les luttes sociales quotidiennes. Même les directions réformistes des syndicats ou d'organisations comme Attac, voire le PS, le reprennent, alors qu'elles ont abandonné depuis bien longtemps toute perspective de rupture avec le capitalisme. Mais, quand on voit la barbarie de cette société, entre la guerre, la misère, le chômage, le racisme (hélas etc.), on ne peut qu'espérer qu'un autre monde est possible. Un monde sans oppressions, un monde sans exploitation, une société démocratique... Pour nous, une des difficultés est qu'il pourrait bien y avoir différents autres mondes possibles. Pas question pour nous de se contenter d'aménagement du capitalisme, qui reviendrait à reporter les problèmes, et à laisser la maîtrise du monde à une minorité de possédants qui auront toujours pour objectif d'augmenter leurs profits sur notre dos. Pas question non plus que

la dégénérescence bureaucratique se reproduise, comme en URSS, sur la base du refus de la révolution mondiale et le refus de combattre la bureaucratie. Et, enfin, pas question de passer notre temps à parler de la construction d'un autre monde sans s'en donner les moyens, et sans réfléchir à ces moyens. Malheureusement, la société que nous voulons construire se fera à partir de la société actuelle. Nous ne sommes pas des réformistes, nous ne pensons pas qu'il soit possible de modifier petit à petit le système capitaliste et qu'à force d'améliorations minimales, on vivra dans un monde parfait. Mais les hommes et les femmes les jeunes qui changeront de société, ce sont ceux et celles qui vivent dans le système actuel. Et ce seront ceux et celles qui en auront la force sociale : pour contraindre les classes dominantes à lâcher leur pouvoir, il ne suffira pas de les convaincre, il faudra le leur imposer, en particulier par des manifestations, des grèves, des occupations de nos lieux de travail, des médias, et y compris en rendant inoffensives l'armée et la police. Tout cela n'est pas irréaliste, c'est même en réalité moins utopique que de vouloir un autre monde sans se poser ces questions ! Alors, c'est certain, ce n'est pas pour demain matin. Mais, étant données les attaques que nous nous prenons tous les jours dans la figure, ce

## Changer le monde...

**P**ersonne ne peut dire qu'il n'y a jamais pensé. Peu de gens l'avoue franchement. Mais pour tant, tout le monde un jour ou l'autre se pose la question : est-ce qu'il n'est pas possible qu'il y ait « autre chose » que l'avenir tout tracé du boulot, de la routine quotidienne, bien réglé de A à Z. Alors, donc le futur que nous réserve-t-il ? A part le chômage ? A part la précarité, les émissions de télé à la con, le travail à la chaîne, le manque de temps pour connaître les gens ? L'avenir se résume-t-il à travailler 45 ans, à perdre sa vie à la gagner pour crever sans bruit avec une retraite de misère ? En 1968, un slogan avait lancé l'idée : «Soyez réaliste, demandez l'impossible». Aujourd'hui, ce serait plutôt : «soyez réaliste, ne demandez plus rien : créez par vous-mêmes!» Il n'y a rien à attendre qui viendra spontanément.

Mais quoi construire ? A vrai dire, pour beaucoup, nous ne savons ce que nous ne voulons pas – cette société de misère avec son cortège d'inégalités, d'injustices permanentes et d'absurdités – mais sans savoir précisément ce que nous voulons mettre à la place. Il y a pourtant urgence à répondre à cette question. Car sans espoir, sans projet positif qui donne un sens à la résistance,

c'est le ressentiment et la démoralisation qui prennent le pas sur la révolte contre la société. C'est aussi ce qui explique par exemple le vote plus élevé que la moyenne pour le Front National parmi les jeunes qui font les boulots les plus précaires et les plus durs.

### Certains ferment le robinet en se brossant les dents et d'autres essaient que cela change

Il y a parfois des façons de s'adapter moins dramatiques. Faut de débouché qui permette d'agir pour transformer la société dans sa globalité. Beaucoup de jeunes se contentent d'agir uniquement sur leur propre comportement : trier ses déchets, acheter des produits issus du commerce équitable... Cela n'a bien sûr pas d'effet négatif. On ne peut pas être contre. Et il est vrai d'une certaine façon que préparer la révolution commence par se révolutionner soi-même. On ne peut pas vouloir combattre les injustices d'une façon globale et avoir un comportement raciste ou machiste... Mais il y a aussi une forme de démoralisation et de repli sur soi, quand on pense ne pouvoir

agir que sur son propre comportement.

Cette position se retrouve sous différentes formes à plusieurs époques. D'une certaine façon, les jeunes des années 70, qui partaient chercher «ailleurs» (à Katmandou ou à Goa...) quelque chose d'autre adoptaient la même démarche. Il s'agit d'essayer de construire à un niveau individuel, ou dans un petit groupe, une alternative mais sans poser le problème de l'affrontement au système social dominant.

Et on retrouve cette discussion (entre la construction d'alternative immédiate où l'affrontement à la classe dominante) dans toute l'histoire du mouvement ouvrier. Marx dans le Manifeste du Parti Communiste consacre plusieurs pages à la polémique avec les «socialistes utopiques» (comme Saint Simon et Owen) qui consacraient une énergie considérable à la mise en place de petites «colonies», isolées du reste du monde, dans le but d'inventer de nouveaux rapports sociaux, sans exploitation. «C'est pour quoi ils rejettent toute action politique – explique Marx – notamment toute action révolutionnaire, ils veulent atteindre leur objectif par des voies pacifiques, et tentent de frayer le chemin au nouvel évangile social par de petites expériences, évidemment vouées à l'échec, par la puissance de l'exemple»

### Retour à un capitalisme stabilisé ?

Une autre forme de démoralisation se traduit par la nostalgie d'un capitalisme «pacifique» bien régulé, où les patrons seraient un peu moins agressifs. Cette illusion s'appuie souvent sur une image idéalisée des années 1960, qui seraient une époque de prospérité et de cogestion entre salariés et patrons. Il y avait en effet des conditions de vie meilleur pour une partie des salariés des pays capitalistes développés. Mais cette situation n'était possible que par la sur-exploitation des travailleurs immigrés (il y avait alors d'énormes bidonvilles pour «parquer» les travailleurs immigrés comme à Nanterre par exemple...) et des pays du Tiers Monde. C'est une façon de refuser le développement de la société capitaliste, sans arriver à se projeter vers l'avenir.

Là encore, on peut retrouver des similitudes avec la discussion que Marx, au moment du développement du capitalisme en Angleterre avec les nostalgiques du système féodal «moins violent» et plus stable : «C'est ainsi qu'est né le socialisme féodal, moitié plainte, moitié pamphlet, moitié écho du passé, moitié menace de l'avenir, touchant parfois au cœur par une condamnation amère, spirituellement mordante,



# Un autre monde : le du XXI<sup>e</sup> siècle



## ... c'est possible !

**O**n nous explique souvent que notre projet de société communiste, où chacun travaillerait selon ses capacités et obtiendrait de la société ce dont il a besoin, est irréalisable. Mais une telle société n'est pas un rêve : sa réalisation s'appuierait sur des éléments concrets de la réalité actuelle.

### Les richesses existent, il n'y a qu'à se servir

Aujourd'hui, grâce au progrès technique, il existe largement assez de richesses, ou plus exactement de capacités de production pour répondre aux besoins fondamentaux de toute l'humanité. Même des organismes officiels comme l'UNESCO le reconnaissent, au moins dans certains domaines comme la nourriture. Il suffit de voir les revenus scandaleux des actionnaires, qui ne ces-

sent d'augmenter, pour s'en convaincre. D'ailleurs les grévistes de mai et juin en avaient conscience : dans les manif, ils scandaient « De l'argent il y en a dans les caisses du patronat ! ». Le problème réside dans la répartition inégalitaire des richesses.

La production s'effectue sur une base de plus en plus internationale, la participation d'un nombre toujours plus grand de personnes (souvent localisées...) à la réalisation d'un même produit, le développement des transports et des communications donne une base possible à une répartition des richesses à une échelle mondiale.

### Produire ensemble et répartir ensemble

Le gros problème, c'est tout d'abord que sous le marché capitaliste, on ne produit pas quelque chose parce que c'est utile socialement, mais parce que ça rapportera. Un exemple : il est plus rentable pour les laboratoires pharmaceutiques de fabriquer des crèmes de beauté pour quelques privilégiés que de produire des médicaments qui sauveront la vie de millions de gens. Le progrès technique, dans les mains des capitalistes, se transforme en moyens de destruction des conditions de vie, et même en moyens de destruction de la vie tout court (guerres et catastrophes écologiques) !

C'est nous qui produisons toutes ces richesses mais ce sont les capitalistes qui possèdent les moyens de les produire et qui du coup contrôlent la production : ce sont eux qui dictent les règles au boulot et qui s'approprient le produit de notre travail, en ne nous en donnant qu'une partie. L'idée fondamentale du communisme, c'est de posséder en commun les moyens de production (ce qui sert à fabriquer nos moyens d'existence) et donc de produire et de répartir les richesses en fonction des besoins et non du profit.

Ce n'est pas n'importe quelle force sociale qui sera en mesure de contrôler et de répartir rationnellement les richesses : la force sociale qui en est capable est le prolétariat. Si nous disons cela, ce n'est pas

en raison d'une fascination superstitieuse pour la classe sociale opprimée, cela vient d'une conviction scientifique : c'est parce qu'ils sont nombreux, qu'il ont une expérience directe de la production et une capacité particulière à s'organiser (il se regroupe au sein d'entreprises) que les travailleurs peuvent changer et diriger la société.

Par ailleurs il est juste que ce soit la majorité de l'humanité qui décide, mais la démocratie est également le moyen le plus efficace pour déterminer quels sont les besoins et les méthodes de production et les modes de vie à adopter. Qui mieux que les travailleurs pour savoir ce que sont leurs propres besoins ? Grâce à la transparence des rapports sociaux et à l'absence de concurrence, les innovations ne seront plus accaparées par telle ou telle entreprise : plus besoin d'espionnage industriel, les découvertes et les bonnes méthodes seront partagées et se diffuseront dans l'ensemble de la société. En produisant selon un plan décidé à l'avance par la population (planification démocratique), on évitera de nombreux gaspils et l'efficacité de la production sera décuplée.

### Service public, « salaire social » et socialisme

Dans la société actuelle, il existe des germes du mode de distribution qui sera en vigueur dans une société communiste. Actuellement, nous obtenons de quoi vivre, un certain nombre de marchandises produites par d'autres salariés en échange d'un salaire : le salaire individuel est la forme prédominante de rémunération du travail de chacun. Mais ce n'est pas la seule. La société, notamment dans les pays riches, fournit des services, des prestations aux individus quelle que soit la quantité de travail fourni : c'est l'éducation gratuite (plus ou moins...), les soins de santé les services hospitaliers et produits pharmaceutiques gratuits, les parcs, les musées, les bibliothèques gratuites, l'éclairage public... Ces services, (ce « salaire social ») sont gratuits pour l'individu mais la société doit y consacrer une partie de ses ressources, c'est-

à-dire que chacun participe par le biais de l'impôt à leur financement. Ce salaire social, c'est la socialisation (la prise en charge collective, par la société) des coûts de la satisfaction de ces besoins.

Le communisme généralisera cette forme d'organisation des activités, tout en l'améliorant radicalement : les ressources allouées ne seront plus restreintes par des priorités données à des dépenses nuisibles comme les énormes dépenses militaires actuelles, dépenses qui aujourd'hui étranglent et rationnent les services publics.

On voit bien que les rapports sociaux communistes ne sortiront pas de nulle part et s'appuieront en partie sur des conquêtes actuelles.

### La « nature humaine »

Le dernier argument pour défendre l'impossibilité du communisme, c'est la « nature humaine » : le communisme c'est bien joli, mais la concurrence et l'agressivité, ça fait partie de notre nature. Mais cette tendance à la compétition est le produit d'un héritage social, ce n'est absolument pas inné. La preuve : il a existé de nombreuses sociétés où le climat social et les institutions poussent à la solidarité et à la coopération (les indiens Hopis par exemple). Ce sont les conditions matérielles du capitalisme, où il faut se battre et ne pas hésiter à écraser le voisin pour s'en sortir, qui poussent à l'individualisme. Mais dans une société d'abondance, où chacun déposera de ce dont il a besoin, fera naître d'autres habitudes, et la solidarité y sera beaucoup plus un réflexe qu'un effort.

L'apprentissage de cette solidarité, on la fait dans les luttes, côte à côte avec ses semblables qui se font exploiter et opprimer de la même manière. Le passage de cette société pourrie à une autre société, à une société communiste ne se fera pas en un claquement de doigts, mais c'est possible... et même urgent !

Xavier, [Nanterre]

mais continuellement ridicule par son incapacité complète à saisir la marche de l'histoire moderne.» Faire des parallèles avec les discussions des socialistes au 19<sup>ème</sup> siècle n'a pas pour but de plaquer artificiellement des situations. Mais cela permet de voir que les problèmes que nous nous posons aujourd'hui ont sur certains aspects des similitudes. Les expériences du passé ne sont pas des solutions toutes faites mais des points d'appui pour comprendre la situation aujourd'hui et que cela nous permet d'aller plus vite pour nous poser de nouveaux problèmes sans répéter les mêmes erreurs.

### Demain : tout est à nous ?

Construire une alternative à la mondialisation capitaliste, ce ne peut être la recherche de plans, qui décriraient le type d'organisation de la société : la façon de gérer les transports, l'alimentation... car un des bilans positifs des révolutions du 20<sup>ème</sup> siècle, c'est que la capacité de création, d'inventivité des masses qui prennent en main l'organisation de toute la société est sans limite. Les exploités qui se lancent dans la construction d'un monde nouveau inventent en très peu de temps bien plus

de choses que tout ce que nous pouvons essayer d'imaginer.

Le rôle indispensable de ceux qui veulent préparer la révolution n'est pas d'attendre mais de définir quelle autre logique, il faudra mettre en place. Celles des droits de la collectivité contre la marchandisation. Celles de ceux qui produisent tout contre ceux qui s'accaparent tout. Celle de la vie contre les profits. Le rôle d'une organisation révolutionnaire est de participer de tous les combats pour renforcer la confiance dans les exploités sur la nécessité de ce projet global, d'être dans un même camp social qui est le seul capable de construire autre chose. Chaque lutte, chaque grève, même à quelques dizaines de précaires, renforcent la confiance des exploités dans leurs capacités. Notre utopie concrète immédiate : c'est la lutte en permanence. Cela commence maintenant.

François, [Rouen]



en bref

**Le Borgne se remue**

Les luttes sociales, ce n'est pas cela qui donne le vent en poupe à Jean Marie Le Pen, le leader du Front National... Pourtant il continue à se préparer aux prochaines échéances électorales (régionales et européennes de 2004). Il annonce un « coup de tonnerre » pour ces échéances électorales. Une seule solution pour le faire taire : obtenir par nos propres luttes une défaite du gouvernement Chirac-Raffarin, pour montrer que les salariés et les jeunes peuvent changer les choses quand ils ne comptent que sur leurs propres forces.

**Un budget de combat**

Le gouvernement sert la vis au niveau du budget : licenciements des emplois jeunes, des surveillants... C'est l'offensive généralisée sur les droits sociaux car les caisses de l'Etat sont vides. Sauf pour l'armée car pour le gouvernement, il est exclu de tailler dans les dépenses militaires. Après la Côte d'Ivoire et le Congo, quelle prochaine cible pour Chirac ?

« **Intégration** »

Le Haut conseil à l'intégration a rendu un avis au premier ministre à propos de l'intégration des jeunes d'origine étrangère. Résumé de son rapport : les études générales, c'est pas bon pour eux, mieux vaut les faire bosser en alternance, dans l'industrie. Ben voyons, voilà le racisme franchouillard néo colonial qui considère la population étrangère comme de la main d'œuvre à exploiter. Ce n'est pas Le Pen qui a écrit ce rapport. Ce sont juste des hommes d'Etat consciencieux qui gèrent de façon efficace la société capitaliste française. Les parents d'immigré avaient été « importés » pour faire le sale boulot, construire les immeubles et les autoroutes, et c'est la même logique qui prédomine encore. Et ils nous parlent « d'intégration » ? C'est plutôt ce système là qui prend les êtres humains pour du bétail qu'il faut désintégrer.

# Préparons le 2ème round contre le gouvernement CRS !

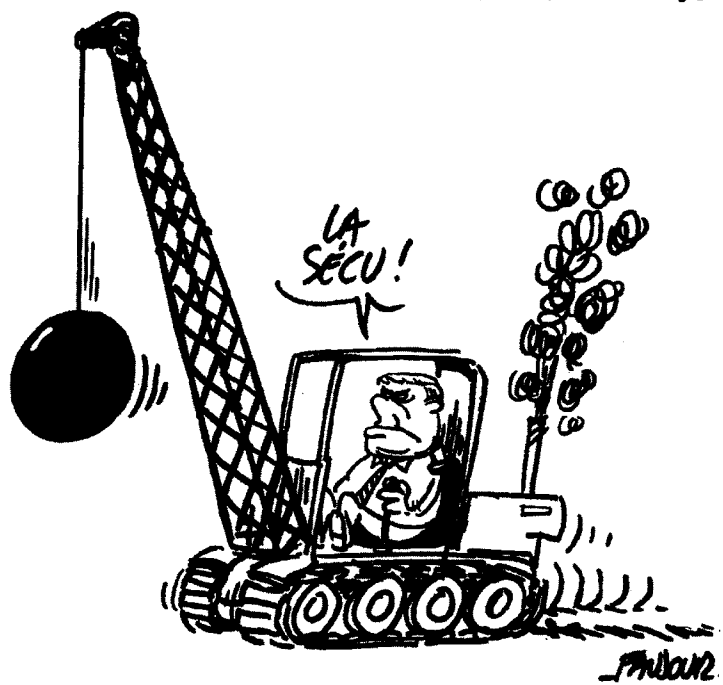
## Intermittents du spectacle L'été sera chaud !

**S**i d'aucuns d'entre vous avaient envie de voir les comédiens, voir les musiciens, voir les magiciens qu'ils se dépêchent parce qu'ils risquent de plus pouvoir le faire d'ici quelque temps. En effet dans la nuit du 26 au 27 juin, le MEDEF et les syndicats minoritaires des intermittent-e-s du spectacle ont signé un accord qui ne permettra qu'une chose c'est de précariser encore un peu plus les professionnel-le-s de la culture. Explication : jusqu'à aujourd'hui un intermittent-e-s devait accumuler 507 heures de cachets (c'est-à-dire de travail) en 12 mois pour être couvert par la Sécu et l'assurance-chômage pendant 1 an ; maintenant il/elle lui faudra effectuer 507 heures de travail en 10 mois pour être couvert pour 8 mois. On peut avoir l'impression que c'est pas une catastrophe mais croyez-moi les 507 heures de cachets étaient déjà difficile à réunir en 12 mois alors en 10 ! L'heure aujourd'hui est à la mobilisation. Des centaines d'intermittent-e-s (comédien-ne-s, musicien-ne-s mais aussi technicien-ne-s) sont en grève et font des actions pour sensibiliser leurs camarades afin qu'ils prennent le même chemin qu'eux. Les exemples sont nombreux : le

Théâtre de la Ville a supprimé des représentations ainsi que celui du Châtelet, des festivals n'auront pas lieu parce que les artistes refusent de jouer. De nombreuses actions sont organisées pour sensibiliser le public et des AG ont lieu tous les jours partout en France. Malheureusement, et même si ça n'étonne plus personne, l'heure est aussi à la répression. En effet en ce moment se déroule le festival de Sotteville Les Rouen, un gros festival d'art de rue, ou plutôt devait se dérouler puisque la grève marche bien et que même les spectateurs sont de la partie. A part cette note positive, l'heure est grave, en effet des charges de police ont eu lieu et ont été très violentes : on peut par exemple parler de la jeune femme qui s'est fait casser quatre dents. A Paris depuis ce matin (30 juin) des grévistes ont décidé d'occuper la salle Olympe de Gouge pour manifester leur colère, des CRS ont bloqué les sorties et empêché les occupants de sortir de la salle. Voilà, après avoir lancé des attaques contre les Universités, notre gouvernement s'en prend aux autres pans de la culture, le message est clair : travaillez mais surtout évitez de réfléchir.

Jeanne, [St Denis]

LE NOUVEAU CHANTIER GOUVERNEMENTAL



## Université : Ferry à la dérive

**E**n ce moment Luc Ferry discute de refonder complètement l'université, jusqu'à en finir avec l'éducation nationale. Dans la « réforme » imposée il devrait être question d'harmonisation de nos diplômes et de mobilité des étudiants. Une harmonisation sur le modèle européen. « En réalité ce qu'on a baptisé le modèle européen, c'est le modèle américain, parce que nulle part en Europe les universités ne fonctionnent sur le principe du LMD (licence-master-doctorat) » déclare un professeur de l'université de Toulouse interviewé par les Inrockuptibles. « On voit avec les Etats-Unis ce que ça donne : l'Université devient un lieu réservé à quelques-uns, les droits d'inscription sont exorbitants et une véritable hiérarchie se met en place entre les universités » précise-t-il. « Il existe bien sûr des problèmes d'équivalences en Europe. Mais si on reste dans la même orientation, généralement, les compatibilités se font assez facilement. Par ailleurs nous ne sommes pas du tout submergés par les demandes en provenance de l'étranger ». Normal, on n'a pas les moyens de partir à l'étranger quand on est étudiant.. « De toutes façons les étrangers s'accommodent très bien de la situation si les contenus sont intéressants et si l'accueil est de bonne qualité. Et c'est juste-

ment là qu'est le problème ; les capacités d'accueil sont déplorables » conclut-il. Les budgets aussi, et les contenus très bientôt. (interview de Jacques Fijalkow, les Inrockuptibles n°390 du 21 au 27 mai 03).

**Diplômes à crédit : c'est chaud les intérêts !**

Le système du diplôme à points, ou à crédits, qui permet à chacun de fabriquer son diplôme, de faire son parcours dans différentes universités et d'adapter le contenu de sa formation à ses besoins est peut-être une excellente idée. Mais justement, la flexibilité souhaitée par le gouvernement ne se fera pas dans le sens de nos besoins mais de ceux des chefs d'entreprise et du Medef. La vraie question est : qui fait cette réforme, et dans les intérêts de qui ? De qui va dépendre le contenu de nos diplômes quand l'éducation ne sera plus nationale ? Les domaines de formation « sont définis par le conseil d'administration sur proposition du conseil des études et de la vie universitaire, après concertation avec les représentants du monde professionnel. » (article 8 de l'arrêté sur la licence). Evidemment ces représentants

ne seront pas des travailleurs qui se battent pour leurs droits et leurs besoins, mais des chefs d'entreprise qui nous font bosser pour leurs profits. Et les fameux points de ces diplômes, qu'on devrait pouvoir capitaliser et qui déterminent la valeur de notre travail, ne lui donnent pas la même valeur suivant les étudiants et suivant les universités. Le principe ce n'est plus : « j'ai tel doctorat » mais « j'ai tel doctorat de l'université de Saint-Denis » ou « j'ai tel doctorat de l'université de la Sorbonne ». Plus encore : « j'ai tel doctorat avec x années de redoublement, avec x points obtenus dans précisément tel cours suivi avec tel prof pour lequel j'ai été présent tel nombre d'heures, ou avec tel stage ». C'est ce que Ferry appelle la décentralisation et l'autonomie des universités. En plus, un stage en entreprise est plus rentable pour les employeurs d'abord parce qu'au lieu d'être un enseignement général utile pour se qualifier il nous formate aux besoins d'un poste dans une boîte, ensuite parce qu'il fournit une main d'œuvre étudiante (nous) sous payée et aussi flexible qu'ils le veulent. C'est ce que le gouvernement appelle la professionnalisation.

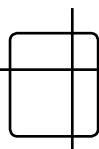
**Ferry coule le navire, et nous**

**on trinque.**

Il nous faut vraiment une réponse collective. La solution c'est une action collective pour qu'elle soit la plus efficace et parce que je ne défends pas seulement mon diplôme mais mon avenir, et celui de mon petit frère, et c'est une bataille commune à 2 millions d'étudiants en France aujourd'hui. Pour défendre mes intérêts et ceux de tous les étudiants, je milite à l'UNEF. De juillet à septembre inclus nous aiderons tous les étudiants qui le veulent à s'inscrire à l'université, parce que l'accueil réservé aux étrangers est plus que déplorable, il est inacceptable en France.

Et en septembre nous appelons à bloquer par une grève illimitée ces réformes qui anéantissent le service public d'éducation. Je sais, j'ai aussi des partiels en septembre. Mais pourquoi je passe mes examens déjà ? Pour avoir mon diplôme. Alors en définitive la question c'est : quel diplôme je veux ?

Colomba, [St Denis]





# De la grève générale à la révolution !

**L**a révolution russe a commencé elle aussi par une grève générale des travailleurs. Les premières grèves d'ouvriers ont commencé avant 1917. 1905 a connu de véritables grèves révolutionnaires remettant en cause le pouvoir du tsar. Puis des grèves se développent en 1914, rapidement stoppées par le début de la première guerre mondiale et l'envoi de troupes russes au front. L'empire tsariste connaît à l'époque une grave crise économique, les ouvriers et paysans vivent dans la misère, et une crise politique.

C'est dans ce contexte que commence la révolte des travailleurs. Les premières à être en grève sont les ouvrières de l'industrie textile de Petrograd. Puis, en quelques jours, le mouvement s'étend à l'ensemble des autres secteurs, y compris l'armée. Les mots d'ordre ne portent pas réellement sur les conditions de travail. C'est avant tout contre la misère et la famine. Puis rapidement les travailleurs se révoltent contre la guerre et remettent en cause le pouvoir du tsar. La grève pose alors directement des questions politiques : contre le pouvoir et contre sa politique de guerre.

En quelques jours, la grève générale se transforme en insurrection. Les usines sont occupées. Les soviets (conseils d'ouvriers, de paysans, d'intellectuel, d'étudiants, de militaires) se développent dans les usines, les quartiers, les villes, et même au front ! Les travailleurs font l'expérience de l'auto-organisation.

C'est cette révolution de février 1917 qui conduit à une situation de dualité de pouvoir qui durera jusqu'en octobre. D'un côté un gouvernement bourgeois-libéral (avec le prince Lvov à sa tête), et de l'autre, les soviets, qui continuent à se développer, jusque dans les campagnes.

Le parti bolchevik est à l'époque minoritaire dans les soviets, dominés par les réformistes (mencheviks, socialistes révo-

lutionnaires, travaillistes). Le congrès des soviets décide de soutenir le gouvernement. Puis les grèves ouvrières repartent de nouveau suite à l'annonce du gouvernement de relancer la politique de guerre, à la fin du mois d'avril.

Cette fois-ci, les mots d'ordres portent sur les conditions de travail (« journée de 8h sans condition », « contrôle ouvrier ») et sont à l'initiative du parti bolchevik qui devient alors majoritaire. Le 18 juin le peuple défile sous le mot d'ordre « tout le pouvoir au soviets ». Le parti bolchevik est alors dépassé sur sa gauche. Mais la force de l'ennemi est négligée et la bourgeoisie repasse à l'offensive derrière Kérensky. Tous les acquis sont remis en cause et les revendications sur les conditions de travail ne sont pas appliquées. Il tente d'écraser toute contestation et notamment le parti bolchevik est le premier visé par la répression. Puis vient le coup d'état militaire de Kornilov (représentant l'extrême droite). Mais la révolte populaire, et en particulier les soviets de Petrograd, toujours fortement présents, fait reculer l'offensive.

En septembre, le parti bolchevik est encore majoritaire dans les soviets. Mais les débats qui le traversent sont très tendus. D'un côté, ceux qui veulent repousser l'échéance de l'insurrection (Zinoviev et Kamenev) et de l'autre, les partisans de l'insurrection immédiate (Lénine et Trotsky), eux même divisés sur les questions de tactique. C'est la deuxième position qui a révélé sa justesse. Peu de temps après, suite à une attaque du commandant Polkovnikov (voulant diviser l'armée de Petrograd acquise à la révolution), l'insurrection est lancée par les soviets de Petrograd (avec à leur tête Trotsky). En quelques heures, le

pouvoir est pris par les soviets. Un nouveau Comité Exécutif des conseils est élu. Le parti bolchevik y est majoritaire. Le premier gouvernement d'un Etat ouvrier est mis en place.

L'expérience de la Révolution Russe, malgré son échec quelques temps après, a montré le rôle fondamental de la grève générale et de l'auto-organisation des travailleurs. Ce sont ces deux éléments qui ont permis aux ouvriers de remettre en cause le pouvoir des patrons dans les usines et de la bourgeoisie, et plus généralement ont pausé les jalons d'un autre pouvoir, celui des travailleurs.

Francine, [Nanterre]



## Pour qui travaillent les directions syndicales ?

**E**n mai dernier, profitant du fait que Chirac soit « l'homme de la paix », le gouvernement CRS passe à l'offensive. Son but est simple : détruire tous les acquis sociaux des cinquante dernières années : la sécurité sociale, la santé, les retraites et l'éducation. Le gouvernement veut faire cadeau de tout cela aux patrons de manière à dépenser moins d'argent dans le service public.

La 13 mai, défilaient derrière la même bannière les plus grandes confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, etc.), c'était une chance immense pour faire reculer le gouvernement CRS : plus nombreux on est plus forts. Cependant, dès le lendemain, la direction de la CFDT signait les réformes sur les retraites. Chèreque, le secrétaire général de la CFDT, a refusé d'écouter sa base. Il préférerait négocier plutôt que de voir le mouvement se « radicaliser ». Les autres directions syndicales ont continué à appeler à des journées d'action nationale qui

ponctuaient le mouvement. La CGT n'a jamais appelé à la grève générale. FO a fini par le faire, fin juin, lorsque le mouvement était déjà en perte de vitesse...

### Rapport de force

Les gouvernements ne comprennent que la force, lorsqu'il s'agit de refuser leurs réformes. C'est pour cela qu'il faut manifester, pour montrer qui représente la majorité. Et si cela ne suffit pas, il faut arrêter la production, se mettre en grève, pour montrer qui contrôle vraiment cette société. Appeler à la grève générale n'était pas un mot d'ordre de gauchiste, mais au contraire, une nécessité pour mettre un coup d'arrêt aux réformes.

Les grandes confédérations syndicales (celles qui représentent beaucoup de travailleurs (-euses) et de salarié (e) s) avait cette responsabilité pour combattre le gouvernement CRS.

### Pourquoi les confédérations n'ont elles pas appelé à la grève générale ?

Le « risque » d'une grève générale est que les travailleurs (-euses) réalisent qu'ils/elles ont le pouvoir et qu'ils/elles réalisent massivement qu'ils/elles n'ont pas besoin de gens pour les diriger, pour les exploiter. Le « risque » d'une grève générale est que la grève dépasse les revendications immédiates (contre les réformes) pour arriver sur des revendications plus générales (vivre dans une société plus juste et plus égalitaire). Ce « risque » en est un uniquement pour les directions syndicales qui ne veulent pas perdre leur pouvoir. Marc Blondel, secrétaire général de FO, l'a avoué en mai : « une grève générale est un mot d'ordre politique, je ne fais que du syndicalisme. »

Et il a raison : une grève générale est un mot d'ordre politique qui a un débouché politique qui dépasse largement Blondel. Du fait de cette peur, les directions syndi-

# « Jayce » Bové contre les monstro-plantes

**P**lus question de lui permettre une mise en scène comme l'été dernier lorsqu'il s'était rendu de lui-même en prison sur son tracteur en 10 heures de voyages, accompagné par les autres condamnés et 400 sympathisants.

Cette fois-ci, la démonstration de force était du côté du gouvernement. Après avoir défoncé la porte de sa maison, dimanche 22 juin à 05h30 du matin, 80 gendarmes munis de gilets pare-balles et de mitraillettes, appuyés par des chiens, des blindés et autres hélicoptères, ont passé les menottes à José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne, alors qu'il était encore au lit. Jeté dans un hélicoptère, il a été transféré à la prison de Villeneuve-lès-Maguelone, près de Montpellier, soit à 120 km de sa bergerie de Potensac.

Après Mc-Do en août 1999 et 2002, c'est au tour des OGM de lui faire payer sa résistance. Condamné à 14 mois fermes en novembre 2002, il écope finalement de 10 mois fermes le 26 février 2003 pour avoir détruit des plants de riz transgéniques du CIRAD, avec des paysans indiens, en juin 1999 à Montpellier, et des plants appartenant à la multinationale Novartis en 1998 à Agen.

Cet événement est tout un symbole à l'heure où George Bush presse les Européens de lever le moratoire sur les OGM et les présente comme la solution pour nourrir le Tiers-Monde. Les OGM sont surtout une nouvelle solution pour nourrir les multinationales comme Novartis et Monsanto, qui détiennent les brevets sur des semences stériles et les font payer au prix fort aux agriculteurs occidentaux, le reste du monde ne pouvant pas se les payer. De plus, un grave problème écologique se pose avec les OGM, car nous ignorons les risques liés à leur culture comme la contamination d'autres espèces, la destruction de la faune et les risques de santé publique comme les allergies. Si heureusement, la culture de la première génération d'OGM à été globalement un échec (coton improductif, rejet du public et des agriculteurs), les généticiens nous en promettent d'autres comme le saumon et les vignes mutants.

L'arrestation de Bové illustre aussi la



volonté du gouvernement de criminaliser les mouvements sociaux et des militants, sauf quand ceux-ci font parties de leur électorat, comme les agriculteurs de la FNSEA, syndicat agricole gaulliste, conservateur et productiviste, et qui n'hésitent pas à saccager des locaux et à utiliser la violence dans leurs actions mais qui n'ont été que très rarement inquiétés. Autre moyen d'échapper à la justice, devenir président puisque à l'Assemblée Nationale Dominique Perben (alias « Palpatine ») proposait un projet de loi pour renforcer l'immunité présidentielle tout en se félicitant de l'arrestation de José Bové, un « bandit » et un « terroriste » pour les députés UMP, qui plus est « récidiviste » d'après le garde des Sceaux.

Le gouvernement français n'est pas le seul à essayer de faire taire les écologistes puisque le Rainbow Warrior de Greenpeace, est retenu depuis le 13 juin par les autorités de Valence, en Espagne, à la suite d'une action pacifique et non-violente contre l'importation de bois issu de l'exploitation illégale. Face à cette répression et à la volonté de certains de nous imposer leur choix pour s'enrichir, une des réponses possible est la résistance, ou, comme le proposait le CLAG mercredi à Lyon devant le palais de justice, de cloner José Bové car son action nous concerne tous et c'est pour cela que nous le soutenons et demandons sa libération immédiate.

Gaël, [Lyon]

cales n'ont pas hésité à baisser les chiffres de la manifestation du 25 mai (passant de 1 millions de manifestant (e) s pendant la manif à 600.000 le lendemain dans la presse). Ils n'ont pas hésité à appeler au retour du travail à la RATP. Bref, ils ont fait le jeu du gouvernement. Ils ont refusé de se donner tous les moyens pour combattre les réformes.

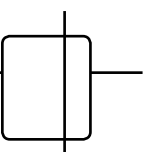
### Pousser les directions syndicales dans le bon sens

Une fois que l'on a conscience du pouvoir qu'ont les directions syndicales, il faut donc les pousser à appeler à la grève générale. Il faut que nous nous donnions tous les moyens pour combattre les réformes et pour faire prendre conscience à la majorité qu'ils/elles ont le pouvoir entre leurs mains. Ces moyens passent par obliger les directions syndicales à avoir des positions claires par rapport au gouvernement et à

la grève. La base des syndicats ont la force pour obliger les directions (qui les représentent !) à avoir des positions claires. C'est ce qu'on fait les militant (e) s de FO en votant majoritairement pour une motion appelant à la grève générale. Au niveau étudiant, c'est ce qu'on fait les militant(e)s de l'Unef en votant majoritairement une motion appelant à la construction de la grève générale pour la rentrée universitaire.

La rentrée sera chaude, et c'est à nous tout(te)s de se donner les moyens pour faire plier le gouvernement et pour changer de société.

Raphaël, [Jussieu]





# Mai-juin 2003 : mais où était passée la jeunesse ?

**M**ai-juin 2003 : par son ampleur, ce mouvement a fait jeu égal avec novembre-décembre 1995, ce que la presse n'a pas manqué de souligner. Les mêmes questions et les mêmes problèmes ont traversé ces deux grandes mobilisations sociales - dans un contexte certes très différent : l'extension du mouvement au secteur privé, le manque de combativité des directions syndicales, la construction d'outils de lutte permettant à tou-te-s les salarié-e-s de participer au développement de la mobilisation... Mais à la différence de 1995, on a pu noter l'absence d'un véritable mouvement étudiant. Il y a bien eu des actions sur de nombreuses facs, mais on était loin d'une mobilisation d'ampleur, hormis sur les facs de Perpignan et de Paris 1. Ce qui a pu donner à penser que la jeunesse n'était pas partie prenante de ce mouvement.

C'est là le produit d'un « effet d'optique » qui a tendance à restreindre la jeunesse à sa seule frange scolarisée (lycéenne et étudiante). Bien sûr, il s'agit là de l'écrasante majorité de la jeunesse. Mais on oublie souvent les jeunes travailleurs/euses, celles et ceux qui font l'expérience quotidienne du monde du travail et des nouvelles formes d'exploitation (statuts précaires, bas salaires, conditions de travail exécrables...). Ils ont pourtant été à la pointe de pas mal de mobilisations qui ont marqué les dernières années : Mac Do, Pizza Hut, Fnac... De jeunes salariés qui faisaient leurs premières expériences de lutte et sont parvenus à remporter de véritables victoires, dans un contexte parfois difficile.

Lors des mobilisations contre le projet gouvernemental des retraites, les jeunes

n'étaient pas absent-e-s des cortèges, du public comme du privé. Dans certains secteurs, ils comptaient parmi les plus motivés. C'était le cas dans l'Éducation Nationale par exemple, où se sont les jeunes profs et les jeunes instits qui ont été les plus combattifs. Car ce sont bien les jeunes, et surtout les jeunes salarié-e-s, qui subiront en premier lieu les conséquences de la réforme Fillon. Après avoir dû se battre sur le marché du travail pour décrocher un emploi, après parfois plusieurs années de chômage et de petits boulots mal payés. Ils sont nombreux à se rendre compte que s'ils ne réagissent pas, on leur demandera toujours plus d'efforts et de sacrifices.

Dans la jeunesse scolarisée, celle qui constitue le réservoir des salarié-e-s de demain, la première préoccupation, la première inquiétude, c'est celle de réussir à trouver un emploi. C'est devenu une lutte acharnée. Il s'agit de pousser ses études le plus loin possible pour obtenir les qualifications les plus élevées et garantir ses chances dans cette compétition à outrance. C'est une des raisons pour lesquelles le débat autour du report des épreuves du bac a posé autant de problèmes. A court terme, la perspective de devoir travailler plus longtemps ne pose pas problème : on serait déjà bien content de pouvoir travailler ! Car pour se poser la question de la durée de cotisation encore faut-il avoir un emploi ! Et la majorité des jeunes est aujourd'hui prête à de nombreux sacrifices pour obtenir ce précieux passeport vers l'indépendance : un véritable emploi. Ils sont prêts à accepter les heures supplémentaires, l'augmentation des cadences, les brimades des petits chefs, des conditions de travail dégradées... Ceci

est d'autant plus vrai dans le secteur privé que la compétition y est plus rude !

La bataille des retraites ne pourra être gagnée et ne mobilisera massivement les jeunes que si elle est liée à la bataille pour l'emploi, mais pour de véritables emplois. Pas les contrats-jeunes en entreprise et autres assistants d'éducation. Des emplois avec un vrai statut et un salaire décent. Mais plus largement, le mouvement que nous venons de vivre pose la question d'un programme d'urgence sociale. Un programme qui garantisse à chaque jeune l'accès à



l'éducation, au logement, à l'emploi, à la santé et à la culture ! Voilà ce que nous devons nous employer à construire dès maintenant, pour préparer les luttes demain !

Camille, [Rennes]

## Une rentrée dans la sillage de mai et juin

### Un mouvement révélateur d'une nouvelle conscience politique

Avec les vacances le mouvement de mai et juin connaît la fin d'une étape. La question aujourd'hui est de savoir si celui-ci repartira à la rentrée alors que sera en discussion l'application de la décentralisation et la réforme de la sécurité sociale.

Le bilan de ce mouvement est marqué par la nouvelle conscience politique née dans la lutte et l'aspiration à la démocratie. Cette aspiration s'est traduite par la mise en place de collectifs interprofessionnels où pouvaient s'exprimer les militants du mouvement. Ces structures d'auto organisation ont été les réponses trouvées par le mouvement pour s'organiser plus largement et ouvrir la lutte à tous ceux qui voulaient en être. Des équipes militantes sont nées et se sont organisées de sorte qu'en septembre nous ne repartirons pas de zéro.

Ce mouvement marque aussi la fin d'une période marquée par le réformisme et l'illusion qu'un bon capitalisme serait possible avec une bonne équipe dirigeante. Après 20 années où la gauche a été au pouvoir, ces illusions tombent comme nous l'avons déjà vu dans le désaveu de la gauche plurielle aux dernières élections. Aujourd'hui, au-delà des retraites, c'est la répartition des richesses qui est le sujet des nombreuses discussions. Ceux qui avaient enterré la lutte de classe voient revenir le monde du travail, la classe des salariés sur le haut de la scène.

### Le mouvement face au parlementarisme

Malgré son succès, le mouvement n'a pas su et n'a pas pu franchir l'étape qui aurait consisté à déborder le cadre de l'assemblée. Conscient de cette limite les directions des confédérations syndicales ont tenté d'enterrer le mouvement en n'offrant comme seule perspective la signature d'une pétition adressée aux députés et sénateurs. C'était un moyen de revenir au mois de février moment où les appareils s'apprêtaient à négocier la réforme dans les salons de Matignon.

Face à cette manœuvre le courant révolutionnaire n'a pas su proposer un politique permettant au mouvement de dépasser le cadre parlementaire dans lequel les appareils syndicaux voulaient l'enfermer.

### L'extrême gauche et sa responsabilité politique

Dans ce mouvement s'est affirmé un courant de sympathie pour les idées révolutionnaires. Ce que l'on ressentait depuis 1995 qui s'était confirmé lors des dernières élections présidentielles est aujourd'hui une réalité qu'il faut prendre en compte si l'on veut offrir des perspectives politiques dans la continuité du mouvement. Ses perspectives, seule l'extrême gauche peut en être le porteur compte tenu de la perte des illusions dans la gauche gouvernementale.

Pour avoir accompagné le PS dans la gestion des affaires de la bourgeoisie, le PCF a perdu une grande partie de sa crédibilité. C'est dans ce contexte politique que se pose le problème de la représentation politique du mouvement. Le mouvement quelle que soit sa réaction en septembre doit pour franchir une étape supplémentaire trouver un débouché politique.

Les révolutionnaires ne sont plus des opposants minoritaires qui devraient crier

fort pour se faire entendre. Au cœur de la lutte, les idées révolutionnaires et les militants ont une influence grandissante car ils offrent des réponses et des perspectives aux différentes étapes du mouvement.

La division de l'extrême gauche constitue un handicap pour l'expression politique du mouvement. Le mouvement a avancé sur les bases de l'unité et de la démocratie et il continuera sur les mêmes bases. Le besoin de démocratie et d'unité qui s'exprime dans les AG et les collectifs ne trouve pas dans les organisations révolutionnaires actuelles de cadre à sa mesure. Il faut dorénavant œuvrer à construire une force politique qui soit l'expression du « Tous ensemble ».

En tant que jeune, nous avons toute notre place à prendre dans ce nouveau chantier. Dès la rentrée, dans nos lycées, nos facs, là où nous travaillons, organisons autour de nous une vie politique, organisons des débats, permettons aux évolutions et prise de conscience d'aller jusqu'au bout. Nous n'avons pas de boule de cristal pour nous annoncer si la grève repartira dès la rentrée mais ce qui est sûr c'est que le débat ne fait que commencer et que nous y avons des perspectives politiques à défendre.

Kerwan, [Bordeaux]



Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent aucun principe particulier sur lequel ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : dans les différentes luttes nationales

des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat et dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble.

Karl Marx dans Le manifeste du parti communiste (1847)

# Police partout, justice nulle part !

Après avoir été plusieurs fois condamné pour ses activités syndicales, José Bové est maintenant incarcéré ! A des questions sociales, le gouvernement répond par une offensive sécuritaire. Devant un mouvement social qui prend de l'ampleur, face à des mobilisations de plus en plus importantes, le gouvernement fuit le dialogue et confirme sa politique sécuritaire. Il s'agit de criminaliser les syndicalistes et militants du mouvement social. A grand renfort d'hélicoptères et de propagande médiatique, le gouvernement veut que l'opinion publique ne retienne de José Bové que l'image de son arrestation. Le gouvernement CRS (Chirac Raffarin Sarkozy) veut faire passer au yeux de la France les militants comme des « criminels » qui « perturbent l'ordre public » ! Ainsi, José Bové est incarcéré, mais aussi Imen Troudi, un jeune de 23 ans, qui a été arrêté au cours de la manifestation devant le meeting de Sarkozy à Caluire (à coté de Lyon) le 16 juin dernier. Arrêté le mardi, jugé le jeudi, il prend 4 mois de prison ferme. Sur la seule foi des accusations policières, il aurait jeté des pierres dans la direction des CRS. A partir de là, le slogan « police partout, justice nulle part » prend du poids. Au même moment où le gouvernement mène son offensive sécuritaire, Chirac fait passer son « immunité présidentielle » qui lui garanti la liberté

pendant la durée de son mandat. Chirac est poursuivi par de lourds dossiers sur la mairie de Paris (HLM, détournements de fonds...), l'immunité présidentielle protège alors un criminel qui détourne l'argent public et enferme Imen Troudi sur la seule foi d'accusations douteuses. C'est une atteinte à la liberté d'expression et un recul des droits démocratiques qui s'effectue. Il faut replacer la violence à sa place, depuis des semaines, alors que nous sortons manifester pacifiquement pour exprimer notre colère, Raffarin nous envoie : « ce n'est pas la rue qui gouverne » : belle démonstration de la liberté d'expression. Et puis c'est à chaque manif que nous devons nous couvrir le visage pour nous protéger des caméras policières, que nous devons essayer des jets de lacrymaux de plus en plus nocifs, c'est encore à chaque manif que nous encaissons les matraquages et arrestations... Nous vivons une période grave où le gouvernement s'attaque directement à la démocratie en criminalisant le mouvement social. Dans ce combat qui s'engage, le gouvernement dispose peut-être de la logistique policière, mais nous avons au fond de nous, la volonté profonde de rétablir dans ce monde la liberté, la démocratie et l'égalité.

Joseph, [Lyon]

# Mai 68 : la révolution trahie

Lors du 40<sup>ème</sup> anniversaire de Mai 68, le mouvement de mai a été présenté comme une sympathique révolte de la jeunesse contre l'ordre moral, un carnaval révolutionnaire inoffensif ayant permis la modernisation culturelle de la France. De nombreux acteurs de l'époque, sans doute soucieux de légitimer leurs renoncements ultérieurs, ont défendu cette idée. Aujourd'hui, alors que nous venons de connaître un large mouvement de grève, il est nécessaire de réaffirmer le vrai visage de Mai 68 : la plus grande grève générale qu'ait connue la France, une crise révolutionnaire étouffée par les bureaucraties syndicales et politiques.

La crise de mai 68 a commencé dans le milieu étudiant : le 21 mars des étudiants sont arrêtés pour avoir brisé une vitrine d'American Express, et le 22 les « enrégés » de Nanterre occupent la tour administrative. Le 3 mai, un meeting est organisé à la Sorbonne pour protester contre la fermeture de Nanterre. Le doyen fait évacuer la Sorbonne par la police et ferme l'université. L'UNEF et le SNES-Sup lancent alors un mot d'ordre de grève illimitée. Dans la nuit du 10 mai, « nuit des barricades », après 5 heures d'affrontement dans le Quartier Latin on compte 460 arrestations et 367 blessés. La répression policière crée un mouvement de solidarité autour des étudiants, et le 13 mai des cortèges rassemblent étudiants et ouvriers dans toute la France. Le lendemain les grèves et occupations d'usines commencent, partant de la base, sans mot d'ordre syndical. Le mouvement prend rapidement une ampleur considérable, avec 9 millions de grévistes, ce qui en fait le moment culminant de l'histoire de la lutte des classes en France. La plupart des entreprises en

grève sont occupées par les travailleurs, et des AG quotidiennes sont tenues pour informer les grévistes et décider de la suite de la lutte. Les négociations entre syndicats et patronat, organisées par le premier ministre Pompidou rue de Grenelle, donnent lieu à des accords qui sont rejetés par les grévistes le 27 mai : à ce moment le régime gaulliste, incapable de résoudre la crise, semble vivre ses derniers instants...

Mais depuis le début le PCF et la CGT s'emploient à canaliser le mouvement et à en réduire la portée révolutionnaire, en dénonçant sans relâche les « gauchistes » étudiants, en empêchant les contacts entre étudiants et travailleurs, en n'appelant pas à la grève générale pour mieux pouvoir y mettre fin, en cloisonnant le mouvement dans chaque entreprise... Les organisations communistes, qui ont seules le poids nécessaire pour transformer le mouvement de grève en crise révolutionnaire, veulent avant tout préserver leur contrôle sur la classe ouvrière et maintenir la perspective de l'alliance électorale avec le Parti socialiste. Elles refusent à nouveau d'assumer leur rôle de direction révolutionnaire en n'affirmant pas la volonté de renverser le pouvoir gaulliste en s'appuyant sur le mouvement de grève, ce qui aurait permis de donner une traduction politique révolutionnaire aux revendications des grévistes.

Lorsque, le 30 mai, De Gaulle annonce la tenue d'élections législatives, les organisations socialistes et communistes acceptent de porter la lutte sur le terrain électoral et s'emploient à mettre fin à la grève. Le 6 juin L'Humanité titre : « Reprise victorieuse du travail dans l'unité », alors que la fin du mou-

# Une « Raffarinade » trop

Le 1<sup>er</sup> juillet, notre premier ministre Jean-Pierre Raffarin nous a encore gratifié d'un de ses traits d'esprit. Après Luc Ferry accusant les grévistes du mois de mai de vouloir « obtenir dans la rue ce qu'ils n'ont pas gagné dans les urnes », lorsque nous connaissons les conditions de l'élection présidentielle de mai 2002 et l'élan de la gauche face au FN, Raffarin n'a rien trouvé de mieux que d'avancer que « la France est sur le chemin du paradis mais n'en est encore qu'au purgatoire car il reste des socialistes ». Cette attaque contre le Parti Socialiste est une attaque contre toute la gauche, cette gauche qui fait peur à notre gouvernement, celle qui descend dans la rue et chante l'Internationale jusque dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale. Nous sommes tous touchés par ces propos injurieux. MM. Fabius et Hollande ont appelé le chef de

l'Etat, M. Chirac, à réprover publiquement les paroles son Premier Ministre et ont exigé des excuses, publiques elles aussi.

Mais cette réprobation et ses excuses, si elles arrivent, ne combleront jamais la grave amnésie politique de ce pauvre Raffarin qui parle du « rêve socialiste » comme d'un mythe, niant presque ses actions. Sans vouloir rappeler tout ce que la gauche a apporté ces vingt dernières années, nous pouvons seulement nous attarder sur l'opportunisme de la droite face à la politique de gauche. En effet, fin juin 2003 se tenait la Gay Pride et la droite était fière d'exhiber un mini-cortège UMP, oubliant qu'en 1998, les débats sur le PACS à l'Assemblée avaient suscité une homophobie presque généralisée des députés RPR, UDF et FN.

Mais surtout, loin des petites actions politiques sans impact, il est utile de rappeler à Raffarin, à son parti et à tous leurs électeurs, que c'est la gauche qui a permis l'arrêt, dans les prisons françaises, de la peine de mort. Il a fallu attendre 1981, que la gauche arrive au pouvoir, pour que la France cesse de couper des hommes en deux, car la droite laissait faire cette abomination, ce crime légal. Jamais la droite ne pourra accomplir une telle avancée vers la liberté, un vrai pas vers le paradis.

Oui, n'en déplaise à Raffarin et à ses partisans, la gauche est synonyme de tolérance, de liberté et d'humanité face à la droite réactionnaire. Et nous sommes à gauche, 100% à gauche...



# Comment abattre ce gouvernement ?

En mai-juin, nous n'avons pas réussi à faire céder le gouvernement. Pourtant la mobilisation a été plus forte qu'en 1995 : le secteur privé était présent et la lutte s'est mieux structurée, grâce à un grand nombre d'Assemblées Générales interprofessionnelles (qui regroupent les salariés de plusieurs branches d'activité). Quelle stratégie faut-il alors adopter face à ce gouvernement ? Quel rôle les jeunes peuvent-ils jouer dans l'organisation de la riposte ?

## La grève générale : plus qu'un slogan, une nécessité

En 1995, la grève ne s'était développée que dans le service public, même si la grande majorité de la population la soutenait. Cela avait suffi pour faire reculer Juppé (au moins pour un certain temps). Là, il est clair que le gouvernement que nous avons face à

nous a mis la barre plus haut, et porte des attaques plus violentes, plus directes et plus nombreuses. Il s'attaque frontalement à l'ensemble des salariés et des jeunes, c'est pourquoi l'ensemble des salariés et des jeunes doivent riposter. Mais ils ne doivent pas le faire séparément, à tour de rôle : il faut se mobiliser tous au même moment, en employant une arme qui enrayerait vraiment la machine. Se mobiliser tous au même moment pour bloquer le fonctionnement de son lieu d'études ou de travail, pour bloquer la machine à exploiter, cela s'appelle tout simplement une grève générale. Nous devons nous aussi mettre la barre plus haut et la grève générale est donc nécessaire.

## Construire une mobilisation auto-organisée

Un grand nombre de travailleurs mobilisés étaient conscients de cette nécessité : le mot d'ordre de grève générale était repris par de nombreux cortèges de boîtes ou d'établissements en lutte. Mais les grandes organisations syndicales comme la CGT (sans parler de la CFDT qui a signé l'accord proposé par le gouvernement) n'ont pas appelé à la grève générale alors que de réelles occasions se sont présentées en Mai. Comme ces organisations influencent encore une grande partie des travailleurs, l'absence d'appel clair à la grève générale ne pouvait que renforcer dans leurs doutes ceux qui hésitaient à « partir » en grève reconductible. Les journées d'action et de grève ponctuels ne suffisaient évidemment pas et les bureaucrates qui dirigent ces syndicats ont en fait tout fait pour freiner le mouvement, tout en étant sous pression de leur base. Mais si le mouvement a pu tenir si longtemps alors que les directions syndicales ne pensaient qu'à dealer avec le gouvernement, c'est parce qu'en grande partie le mouvement s'est construit par en bas : les salariés en lutte s'organisaient eux-mêmes pour généraliser la lutte et aller voir d'autres travailleurs qui n'étaient pas encore en grève. Ainsi, la lutte, surtout chez les enseignants s'était dotée de structures où les grévistes éliminaient leurs propres représentants, et les AG interpro ont également permis une entraide et constituaient des bases pour étendre le mouvement. Ce n'est qu'en constituant soi-même les liens avec les autres salariés et

jeunes mobilisés qu'en cas de trahison par les appareils syndicaux, on dispose d'outils qui ont assez de légitimité pour continuer les appels à la grève.

## Repartir sur les chapeaux de roue à la rentrée

Il est clair que l'arrêt du mouvement de mai-juin n'est pas perçu comme une défaite par les personnes qui se sont mobilisés. Il faut noter que les jeunes travailleurs ont joué souvent un grand rôle dans le mouvement, et cette génération de salariés qui se mobilise pour la première fois n'a pas connu de grande défaite. La motivation pour eux et pour les autres reste souvent entière et certains secteurs appellent à la grève dès la rentrée. Il est indispensable de repartir le plus vite possible, en convaincant le plus grand nombre de jeunes possibles dans les facs, les lycées et les entreprises, que l'objectif est la grève générale et qu'il ne faudra compter que sur nos propres forces pour y arriver.

## Leur programme et le nôtre

Il y a urgence car le gouvernement continue ses attaques : il veut détruire le système de santé et casser le service public d'enseignement supérieur (entre autres) à la rentrée. Nous devons riposter sur chacune de ces attaques, et la jeunesse tant ouvrière que scolarisée peut mettre le feu aux poudres. Mais il ne faut pas se contenter de la grève. Une grève n'a jamais suffi pour abattre un gouvernement qui veut définitivement mettre la tête sous l'eau des exploités et des opprimés. Dans une grève qui dure, les forces des salariés (qui perdent beaucoup d'argent et qui n'ont pas d'autre ressource que leur salaire) s'usent plus vite que celles des capitalistes et de leurs serviteurs, qui ont des réserves. Nous devons élaborer notre propre programme de lutte contre le gouvernement mais également contre le fonctionnement général du capitalisme, en exigeant l'interdiction des licenciements et un emploi stable pour tous les jeunes. Ce n'est qu'autour d'un tel programme que les jeunes et les salariés peuvent se mobiliser pour arracher le pouvoir des mains de leurs ennemis mortels. Même si rien ne garantit qu'une grève générale se déclenche à la rentrée, il faut se préparer à un combat sérieux qui finira bien par avoir lieu.

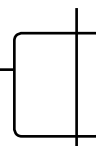
Xavier, [Nanterre]

# Les grèves générales qui ont changé le monde (2)



classe ouvrière au moment précis où tout était possible... Les résultats des élections soulignent l'imbécillité de la stratégie électoraliste de la gauche social-démocrate : la majorité gaulliste obtient 46% des suffrages et l'immense majorité des sièges dans une Chambre que l'on appellera « Chambre bleu CRS ».

Mathieu, [Nanterre]



**Le rap : « Je suis un cauchemar qui se propage comme une rumeur avec des textes qui font « reup » parce qu'ils parlent au peuple. » La Rumeur.**

**L**e rap traîne derrière lui une réputation sulfureuse, faite d'insultes, de violence, de drogue, de sexisme et d'homophobie. Dernier exemple en date, sans doute le plus connu : le rappeur blanc Eminem, dont la violence des textes a fait couler beaucoup d'encre. Les médias ont donc assez facilement construit une image qui associe étroitement rap et violence. Et la focalisation sur la « violence » du rap est souvent doublée d'une incompréhension musicale. Le rap a souvent été présenté comme une musique sans intérêts, basée sur des rythmes ultra-répétitifs, dénués de toute mélodie et de toute harmonie. Pourtant, la plupart des groupes font preuve d'une véritable créativité et d'une recherche musicale qui les conduit à mêler les genres, à métisser les mélodies. On ne parle pas là de la « soupe » qui nous est servie sur les grandes stations musicales.

**Les porte-parole d'une jeunesse révoltée.**

Ces groupes s'appellent NTM, Assassin, La Rumeur, la Brigade, Scred Connexion, IAM, Intik ou encore les Nouveaux-nés... Ils viennent de la Seine Saint Denis, du quartier de la Goutte d'Or, des quartiers marseillais ou rennais... Ils sont composés en majorité de jeunes issus de l'immigration (Blacks et beurs, mais aussi portugais ou italien dans le Sud...). Ils assurent les fonctions de porte-parole. Ils transmettent un message, provoquent une prise de conscience ou ravivent une mémoire. « *Le poison de la désinformation a eu raison des vérités de l'histoire qui t'accompagneront au grand péril de ton exil, paraît-il, vers une France si généreuse et porteuse de progrès, où s'enracine le mépris dans chaque pas que tu fais* », voilà par exemple ce que dit La Rumeur dans une chanson intitulée *Ecoute le sang parler*.

Le rap est donc une véritable interpellation et une sorte de mise en garde. Et surtout, son message est éminemment politique : il interpelle sur les conditions de vie sociale et dessine la carte du désespoir d'une jeunesse qui n'a que peu d'avenir. Ils racontent le quotidien de la banlieue, de la galère, du chômage, de l'immigration et des engrenages de la délinquance, des violences policières, du racisme et de la prison. Revenus de toutes les illusions, de toutes les hypocrisies de cette société, de



ce système. La Rumeur, encore une fois : « *L'accumule les frustrations, le stress et les sales pulsions à chaque pulsation, dans toutes les situations. [...] Considéré comme un apprenti-terroriste ou un délinquant récidiviste par les journalistes.* »

**Contre l'injustice et la loi de l'argent.**

Car le rap n'est pas d'abord un message de violence et de désolation. Il exprime d'abord une révolte contre l'injustice quotidienne. Contre une société qui proclame l'égalité des droits et des citoyens, mais qui exclue des milliers et des milliers de jeunes qui ne voient aucun avenir, aucun espoir. Une société bouffée et corrompue par l'argent, qui détruit les solidarités et les amitiés. Une société construite sur le pillage des colonies et l'exploitation de la main d'œuvre immigrée. Et il tente d'extérioriser cette violence par la parole et les mots. En ce sens, le rap est le produit de la violence quotidienne subit par la jeunesse et en premier lieu, la jeunesse immigrée. Pas étonnant que cette violence verbale soit dirigée en priorité sur les flics. Ce sont eux qui sont les gardiens de cet ordre répressif. Ils sont là pour garantir le maintien de l'ordre, et dans le maintien de l'exclusion et de l'exploitation. Par tous les moyens ! Avec son cortège d'injustices et de bavures !

On peut se souvenir par exemple de cette chanson du groupe Ministère AMER, intitulée *Le sacrifice de poulets*. On la retrouvait sur l'album qui a servi de bande originale au célèbre film *La Haine*, de Matthieu Kassowitz. Puis vint l'affaire NTM : ce groupe est accusé d'avoir appelé, lors d'un concert de l'été 1995, à la violence contre la police. Il n'y eut aucun incident à la sortie du concert, mais deux syndicats de police portèrent plainte et le groupe est condamné en 1996. Cette affaire entraîna un large débat, notamment sur la liberté d'expression. Dans ce débat, on décerna la palme de la bêtise à Alain Finkelkraut. Celui-ci alla jusqu'à renvoyer dos-à-dos le rap et l'extrême droite

en déclarant que « *cette révolte facile, révolte vitale contre les institutions républicaines* » était l'expression d'un « *néofascisme des banlieues* ». On retrouve toujours cette idée de hordes de barbares inassimilables qui porteraient en eux la haine de la démocratie et de la République. Explication facile et simpliste, qui à aucun moment ne prend en compte ce qu'expriment à la fois la musique et les textes. Les paroles de NTM dans leur premier album valent à elles seules tous les bouquins de Finkelkraut et Ferry réunis. Elles expliquent clairement les raisons de cette violence : « *Voilà pourquoi les jeunes de mon quartier vivent dans cet état d'esprit. / La délinquance avance, et tout ceci a un sens / car la violence coule dans les veines de celui qui a la haine.* » En quelques mots, justes et précis, tout est dit !

**« Mais qu'est-ce qu'on attend pour foutre le feu ? » NTM.**

Pas d'avenir, pas d'espoir. Et la situation ne va pas en s'améliorant, renforçant le sentiment d'abandon et d'absence radicale d'avenir. Après un constat déabusé de la société, qu'exprime chaque groupe, chaque album, quelles perspectives ? Pas grand-chose. Car le rap est également le constat de l'absence de toute perspective politique. La Rumeur, une dernière fois : « *Y a des chaînes qui nous maintiennent au bas de l'échelle et, pour que ça change, faudrait attendre que la banquise dégele* ». Tout ça développe la colère, « la haine », mais en même temps, alimente un profond désespoir face à l'inertie. Les émeutes, les voitures cramées, qui sont l'expression radicale de ce désespoir, ne changent rien. Les médias s'intéressent bien un peu alors à la réalité des banlieues, au quotidien de ces jeunes défavorisés. Mais ça ne dure qu'un temps. Et surtout, ça

**Pédés-Gouïnes : adoptons !**

**P**armi les revendications du mouvement LGBT, le droit au mariage et celui d'élever et d'adopter des enfants fait parti des plus importantes. Il ne s'agit de rien d'autre que de demander à vivre comme tout le monde. De telles possibilités s'offrent déjà dans quelques pays tels que les Pays-Bas, la Grande-Bretagne ou encore le Vermont et le New Jersey aux Etats-Unis. Aucune étude scientifique sérieuse n'a jamais pu prouver qu'un enfant élevé par un couple homosexuel avait plus de risques d'être mal éduqué et d'en devenir dérangé psychologiquement, que si ses parents avaient été hétéros. Lorsqu'un homme et une femme décident d'avoir un enfant, la société prend-elle autant de précautions ? Il s'agit donc bien d'une discrimination et d'une oppression spécifique des gays et lesbiennes. Certes, des enfants d'homosexuel-le-s peuvent ressentir une mise à l'écart de la part de leurs camarades d'école, mais n'en était-il pas de même il y a quelques décennies pour les enfants de couples divorcés ? Or, pour faire disparaître les normes et tomber les préjugés, le droit à l'adoption est un passage obligatoire sur le chemin de l'égalité. Et de toutes manières, un projet égalitaire comprend l'accès aux mêmes droits pour tous et toutes, sans distinction d'orientation sexuelle !

En France, ce n'est pas avec les attaques incessantes de la droite et sa volonté perpétuelle de retour à l'ordre moral que la lutte LGBT avancera d'elle-même. C'est pourquoi il faut combattre d'autant plus l'offensive réactionnaire des Boutin, Le Pen

et autres Christian Jacob (Ministre délégué à la famille) dont la première conséquence a été l'éviction de l'APGL (Association des parents gays et lesbiens) et de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception) du Conseil supérieur de l'information sexuelle et de l'éducation familiale, au profit de l'Association des familles catholiques et de Famille de France (association pilotée par Christine Boutin). Offensive renforcée par la promotion faite pour le modèle de famille traditionaliste et patriarcale. La droite ne fait-elle pas de racolage passif envers son électorat catholique intégriste ?

Mais cette tendance à l'homophobie n'est pas survenue après le 21 avril, même si le retour de la droite et la montée d'audience des idées d'extrême droite l'ont aggravée. La manifestation anti-PACS de 100 000 personnes (selon les organisateurs) en 1999 en est la première preuve. Quant au PACS, s'il est une avancée pour le mouvement, il n'en reste pas moins qu'il souffre de graves défaillances et qu'il ne crée pas une égalité homos-hétéros. Or, le PS qui se veut le grand défenseur de la cause homosexuelle n'a même pas daigné passer le cap du mariage, premier pas vers l'égalité, comment alors l'imaginer mettant en place le droit à l'adoption ?

Cet acquis constituerait une pièce maîtresse des revendications et du combat LGBT. Pour l'égalité et le droit de vivre librement sa sexualité, luttons ensemble !

**Michael**, [Cergy] et **Jean-Baptiste**, [Nanterre]



ne change rien. Cette société reste la même, aussi pourrie, aussi dégueulasse, aussi corrompue. La galère demeure, comme les injustices. Et il ne reste que le fatalisme, produit par l'incapacité à s'émanciper de la pauvreté et de la domination. Le feu a été

mis, plus d'une fois, mais qu'est-ce que ça a changé ?

**Adrien**, [Rennes]



« *Je ne suis pas un leader, simplement le haut-parleur  
D'une génération révoltée prête à tout ébranler  
Même le système qui nous pousse à l'extrême  
Mais NTM Suprême ne lâchera pas les rênes  
Epaulé par toute la jeunesse défavorisée  
Seule vérité engagée : le droit à l'égalité.* »

Extrait de NTM, *Le monde de demain*, in *Authentik*, 1991

« *La guerre des mondes vous l'avez voulu, la voilà.  
[...]  
Dorénavant, la rue ne pardonne plus*

*Nous n'avons rien à perdre, car nous n'avons  
jamais rien eu... [...]  
De toute une jeunesse, vous avez brûlé les ailes  
Brisé les rêves, tari la sève de l'esérance.  
Oh, quand j'y pense  
Il est temps qu'on y pense, il est temps que la  
France  
Daigne prendre conscience de toutes ces offenses  
Fasse de ces hontes des leçons à bon compte  
Mais quand bien même, la coupe est pleine  
L'histoire enseigne, nos chances sont vaines. »*

Extrait de NTM, *Qu'est ce qu'on attend pour foutre le feu ?*, in *Paris sous les bombes*, 1995





Le gouvernement a commencé par des affiches dans le métro après les énormes manifestations du 15 février. Il a continué par une campagne d'auto-promo dans les lycées, et maintenant des clips, façon témoignages, à la télé : c'est la campagne « *envied'agir.com* », menée de front avec la campagne de recrutement de l'armée. Parlons d'abord rapidement de la campagne de recrutement de l'armée. Sur leurs affiches placardées dans le métro le slogan central c'est : « *Quand la Défense avance, la Paix progresse* ». Il me suffit de vous dire que sur mon plan de Paris édité en 1970 (époque où la télévision n'avait pas encore imposé ses codes de communication, et où on appelait alors les choses par leur nom), quand je regarde dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement je vois écrit : Ministère de la Guerre. En vrai ça donne : « *Quand la Guerre avance, la Paix progresse* ». Mais bien sûr...

## Enviedenouscalmer.gouv.fr

Mais le plus dramatiquement c'est la campagne baptisée par le gouvernement « *envied'agir.com* ». Bien sûr qu'aujourd'hui énormément de choses me révoltent et que j'ai envie d'agir dans la vie de la société (c'est faire de la politique). Mais ce n'est pas tout à fait comme ça qu'on nous présente les choses : pour canaliser notre énergie, multipliée par 10 par notre colère, le gouvernement tente une récupération sévère et nous oriente vers un milieu « associatif » ; c'est à dire le plus loin possible de la politique. Pourquoi ? Douterait-il donc de notre engagement massif dans l'UMP ? Dans la pub pour « *envie d'agir* » on nous montre une belle nana super maquillée-super fringuée, qui s'est engagée à fond... Dans la rédaction d'un guide pour l'étudiant africain. Mais est-ce que les pays d'Afrique ont suffisamment d'argent pour assurer un service public d'éducation accessible à tous et de qualité ? Et pour les étudiants africains ou étrangers de toutes autres nationalités qui viennent en France pour leurs études, écrire un guide et le leur distribuer va-t-il débloquent la situation ultra-précaire dans laquelle ils sont ? Est-ce qu'ils auront des papiers, un logement, une inscription, est ce que nous aurons un salaire pour faire nos

études ? Non ? Alors super le guide : « *comment survivre comme des miséreux dans une société pas faite pour nous* »...

## Détournement-de-fond@m6.fr

Depuis les grandes manifestations antiguerre, et encore plus depuis le déclenchement des grèves, cette « *tendance à la mobilisation* » a été complètement détournée par les mass media qui tentent de surfer sur la vague de sympathie que la population porte aux idées d'extrême gauche. Aux infos sur la 2 le présentateur a remplacé le mot « *travail* » par le mot « *mobilisation* » : la « *mobilisation* » des bénévoles qui organisent un festival de musique. C'est une manière de nous dire de travailler gratuitement, parce que le gouvernement ne subventionne pas les initiatives culturelles « *pas rentables* ». Le vocabulaire des présentateurs a légèrement changé :

Benjamin Castaldi, présentateur de « *La nouvelle star* », lance des appels à « *mobilisation* » pour faire voter les téléspectateurs. Dans Star 6, une émission sans contenu uniquement faite pour rapporter du fric aux actionnaires de M6, le présentateur qui donne des nouvelles des stars parle du « *camarade Depardieu* », de la « *camarade Jennifer Lopez* » etc. Dans la pub c'est pareil : une assurance (la MAIF) se déclare « *militante* ». Une marque de produits d'entretien (Swiffer) et une marque de yaourts (Nestlé) comparent même leurs innovations avec la révolution russe de

1917 et la révolution française. Partout ce vocabulaire à connotation politique remplace le vocabulaire marketing habituel, mais les directions de TF1 et M6 n'ont pas rejoint la LCR. Ils n'ont pas les mêmes intérêts que nous, étudiants et travailleurs, mais nous sommes leur public ; ils doivent se montrer proches de nous en adoptant notre vocabulaire. Mais qui nous fera croire qu'ils sont soudain très investis dans les combats sociaux que nous menons pour notre peau ?

## Envied'agir@jcr-red.org

Alors oui, j'ai envie d'agir, mais la question c'est : pour faire quoi ? Je ne laisserai personne récupérer mon énergie et ma volonté pour les détourner de mon objectif, surtout pour augmenter les profits financiers de quelques brigands. Ce que j'ai envie de faire c'est simple : me battre pour

des conditions de vie agréables, pour des conditions de travail et d'études optimales, pour des relations saines, égalitaires et épanouissantes entre les êtres humains, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur peau, de leur culture, de leur apparence, de leur morphologie et de leur vie sexuelle. Ce que je veux c'est une société où ceux qui sont aujourd'hui victimes d'un système inégalitaire auront gagné leur liberté, une société de libertés collectives, d'autogestion, de démocratie et de pluralisme. C'est ce qu'on appelle le socialisme. Pour ça il faut se battre, et pas tout seul. Je me bats avec tous les lycéen-ne-s, étudiant-e-s, jeunes travailleur-r-se-s qui s'organisent aux JCR pour combattre l'injustice, le racisme, la guerre et la misère. En même temps que nous, dans tous les pays d'Europe et même au-delà, d'autres jeunes se battent aussi,

contre les mêmes choses. Parce que notre projet de société ne connaît pas de frontières, nous proposons à tous ceux qui le désirent de participer aux Rencontres Internationales de Jeunesse que nous organisons au Portugal à la fin du mois de juillet. Un espace de rencontres, de débats politiques, d'échanges d'expériences, un espace de fête aussi, un camp où nous passons une semaine à vivre selon notre vision de la société : autogestion, solidarité, discussions, respect, liberté et responsabilité. Et bien sûr le plaisir de faire la fête tous ensemble.. Mail : [jcr@jcr-red.org](mailto:jcr@jcr-red.org) et Web : [www.jcr-red.org](http://www.jcr-red.org)



# La fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale

**31** janvier 1933: Adolf Hitler est appelé par le maréchal Hindenburg, alors président de l'Allemagne, au fonction de Chancelier. C'est une victoire pour le parti nazi, qui depuis quelques années déjà, engrangeait les suffrages et voyait ses scores monter en continu. Mais surtout, c'est une incroyable défaite pour le mouvement ouvrier allemand, et particulièrement pour le Parti Communiste Allemand (KPD). Les nazis s'emparent du pouvoir, et le KPD n'a pas combattu. C'est non seulement une défaite pour le KPD, mais également pour l'organisation internationale à laquelle il appartient, la 3<sup>e</sup> Internationale, dite Internationale Communiste (Comintern). A ce moment-là, il est minuit moins dix dans le siècle!

Depuis un moment déjà, une frange de militants dans la Comintern s'oppose à la politique menée au plan international et qui allait conduire à cette défaite retentissante en Allemagne. Ces militants sont regroupés autour d'une plate-forme et constituent l'Opposition de Gauche. La plupart sont exclus des différentes sections de la Comintern. Mais ils continuent cependant à s'en réclamer, considérant qu'elle reste l'outil de la Révolution Mondiale. Ces militants se considèrent comme une « fraction du communisme international ». Cette opposition est dirigée par celui qui a été une des figures des différentes révolutions russes (1905 et 1917): Léon Trotsky, de son vrai nom Lev Davidovitch Bronstein. Il a été également, aux côtés de Lénine, un des grands dirigeants du parti bolchevique. Mais après la mort de Lénine, en 1924, une lutte politique très dure l'oppose à Staline. Dans cette lutte, on retrouve les grandes questions qui sont au cœur des positions politiques de l'opposition de gauche:

1. L'opposition entre la théorie de la révolution permanente et celle du «socialisme dans un seul pays».

2. La question des revendications transitoires, du front unique et de la lutte contre la fascisme

3. La lutte contre le stalinisme et la bureaucratie

4. La question du parti et de l'Internationale.

Un bref document, publié en 1933 et connu comme les Onze points de l'opposition de gauche, fait la synthèse de l'ensemble de ces questions.

La situation politique dans les années 1930 est extrêmement agitée. Les contradictions sociales sont de plus en plus fortes. En France, le Front Populaire, auquel participe le Parti Communiste Français, remporte les élections. Cette victoire est suivie d'un mouvement de grève extrêmement massif, avec occupation des usines. Au même moment éclate la révolution espagnole, qui, après l'échec de l'extension de la révolution après 1917 et les défaites en Allemagne et en Italie, démontre que la question de la révolution reste d'actualité. Des milliers et des milliers de militant-e-s à travers le monde viennent combattre contre les armées de Franco. Mais là encore, le Parti communiste espagnol et la Comintern vont briser la dynamique révolutionnaire. Dans toutes les grandes luttes qui vont marquer les années 1930, les partis communistes, sous direction de la Comintern, joueront un rôle contre-révolutionnaire. Il devient de moins en moins possible de s'en réclamer. Un large débat va donc animer les rangs de l'opposition internationale: faut-il ou non fonder une nouvelle organisation? Le parti bolchevique, déjà mis à mal par sa bureaucratisation, est définitivement laminé par les grandes purges staliniennes de 1936. Les partis communistes allemands et italiens, non seulement n'ont pas réellement combattu le fascisme, mais lui ont facilité, par leur politique, l'arrivée au

pouvoir. Et surtout, toute forme de débat démocratique et d'échange fraternel a disparu au sein de la Comintern: c'est devenu l'un des outils de la politique étrangère de Staline. Ce n'est plus une organisation internationale de lutte pour la révolution.

Alors, en 1938, dans une petite salle de la région parisienne, se tient le 1<sup>er</sup> congrès de la 4<sup>e</sup> Internationale. Elle adopte un document programmatique connu sous le nom de Programme de Transition. Au moment de sa fondation, elle ne regroupe qu'une poignée de militant-e-s, dispersée à travers le monde. Et les conditions d'activité politique sont très difficiles, puisque ces militant-e-s, qualifié-e-s de «trotskystes» d'abord, puis d'«hitléro-trotskystes», sont impitoyablement pourchassés et réprimés par les staliniens. Cela va jusqu'à l'assassinat pur et simple. Ainsi, en 1940, Trotsky est assassiné au Mexique. Mais elle parvient tout de même à se construire.

Camille, [Rennes]



## Rencontres internationales de jeunes Préchauffer la rentrée

« L'été sera chaud, chaud, chaud », ont annoncé les intermittents du spectacle en lutte contre le gouvernement CRS (Chirac Raffarin Sarkozy). Il n'y aura pas de trêve estivale sur le front des mobilisations sociales. Et la période des vacances doit être utilisée au mieux pour faire le point sur toutes les expériences de luttes de cette année. L'année qui s'achève annonce une période de mobilisation et d'instabilité permanente du fait de l'offensive guerrière et marchande menée par les grandes puissances.

Une année particulièrement chargée donc, mais celle qui s'annonce sera forcément marquée par une confrontation sociale encore plus dure entre les gouvernements et le monde du travail et la jeunesse. Que ce soit pour préparer une rentrée sociale explosive sur les faits et les lycées, où pour construire la mobilisation la plus massive possible le 27 septembre, prochaine journée mondiale d'action

contre toutes les occu-

pation coloniales, il y a beaucoup à faire. Les 20<sup>e</sup> Rencontres internationales de jeunes qui se tiendront du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août au Portugal, organisées par toutes les organisations de jeunesse de la IV<sup>e</sup> Internationale sont le cadre idéal pour préparer cela, à partir des expériences des luttes de jeunes de différents pays.

Une semaine de débats, d'échanges... Et de fêtes, pour essayer de faire le tour de toutes les questions qui se discutent aujourd'hui dans la jeunesse et le monde du travail. Ce sera l'occasion de comprendre la nouvelle situation internationale qui se dessine aujourd'hui,

l'offensive néocoloniale menée par les grandes puissances impérialistes étatsuniennes et européennes, les perspectives du mouvement contre la mondialisation capitaliste, la dégradation écologique de la planète provoquée par le système capitaliste... Et aussi de discuter avec les jeunes révolutionnaires des autres pays des luttes qu'ils ont menées cette année. C'est aussi cela qui sera le meilleur moteur pour les mobilisations de l'année prochaine: le fait que nous soyons de plus en plus nombreux dans le monde entier à défendre une perspective révolutionnaire, socialiste et internationaliste face à la sauvagerie du capitalisme mondialisé. Alors, n'hésitez plus: inscrivez-vous dès maintenant aux 20<sup>e</sup> Rencontres internationales de jeunes. Des départs collectifs sont organisés de toute la France.

Porto, [Rouen]

Tous aux RIJ !  
Sinon...



## Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR-RED)

2, rue Richard Lenoir,  
93 100 Montreuil  
01.48.70.42.30  
jcr@jcr-red.org  
www.jcr-red.org

- Je veux participer aux RIJ
- J'ai besoin de transport collectif

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Age : .....

Arrhes (15 € min): .....

Téléphone : .....

e-mail : .....

JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

